Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 111° — Numero 167

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **ROMA - Lunedì, 6 luglio 1970** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 21.030 - Semestrale L. 11.030 - Trimestrale L. 6.020 - Un fascicolo L. 100 - Fascicoli annate arretrate: L. 200 - Supplementi ordinari: L. 100 per ogni sedicesimo o frazione di esso.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 16.030 - Semestrale L. 9.020 - Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 90 - Fascicoli annate arretrate: L. 180.

I PREZZI di abbonamento sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra); BOLOGNA, Strada Maggiore, 23/A e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato — Libreria dello Stato — Piazza Verdi, 10 — 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze, Genova e Bologna possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI STRAORDINARI

(6654)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 10 maggio 1970, n. **418**.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione europea sull'arbitrato commerciale internazionale con allegato, adottata a Ginevra il 21 aprile 1961.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione europea sull'arbitrato commerciale internazionale con allegato, adottata a Ginevra il 21 aprile 1961.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità all'articolo X della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 10 maggio 1970

SARAGAT

RUMOR — MORO — REALE — ZAGARI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

Convention européenne sur l'arbitrage commercial international

Les soussignés,

Dûment autorisés,

Réunis sous les auspices de la Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies,

Ayant constaté que le 10 juin 1958, à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur l'Arbitrage commercial international, a été signée à New York une Convention pour la Reconnaissance et l'Exécution des Sentences arbitrales étrangères,

Désireux, pour contribuer au développement du commerce européen, d'écarter, dans la mesure du possible, certaines difficultés susceptibles d'entraver l'organisation et le fonctionnement de l'arbitrage commercial international dans les relations entre personnes physiques ou morales de pays différents de l'Europe,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

Champ d'application de la Convention

1. La présente Convention s'applique:

a) aux conventions d'arbitrage conclues, pour le réglement de litiges nés ou à naître d'opérations de commerce international, entre personnes physiques ou mo-

rales ayant, au moment de la conclusion de la Convention, leur rèsidence habituelle ou leur siège dans des Etats contractants différents;

b) aux procédures et aux sentences arbitrales fondées sur les conventions visées au paragraphe 1, *a*) de cet article.

2. Aux fins de la présente Convention, on entend par

a) « convention d'arbitrage », soit une clause compromissoire insérée dans un contrat, soit un compromis, contrat ou compromis signés par les parties ou contenus dans un échange de lettres, de télégrammes ou de communications par téléscripteur, et, dans les rapports entre pays dont les lois n'imposent pas la forme écrite à la convention d'arbitrage, toute convention conclue dans les formes permises par ces lois;

b) « arbitrage », le règlement de litiges non seulement par des arbitres nommés pour des cas déterminés (arbitrage *ad hoc*), mais également par des institutions d'arbitrage permanentes;

c) « siège », le lieu où est situé l'établissement qui a conclu la convention d'arbitrage.

Article II

Capacité des personnes morales de droit public de se soumettre à l'arbitrage

1. Dans les cas visés à l'article 1, paragraphe 1, de la présente Convention les personnes morales qualifiées, par la loi qui leur est applicable, de « personnes morales de droit public » ont la faculté de conclure valablement des conventions d'arbitrage.

2. Au moment de signer ou de ratifier la présente Convention ou d'y adhérer, tout Etat pourra déclarer qu'il limite cette faculté dans les conditions précisées dans sa déclaration.

Article III

Capacité des étrangers d'être arbitres

Dans les arbitrages soumis à la présente Convention, les étrangers peuvent être désignés comme arbitres.

Article IV

Organisation de l'arbitrage

1. Les parties à une convention d'arbitrage sont libres de prévoir

a) que leurs litiges seront soumis à une institution permanente d'arbitrage; dans ce cas, l'arbitrage se déroulera conformément au Réglement de l'institution désignée; ou

b) que leurs litiges seront soumis à une procédure arbitrale *ad hoc;* dans ce cas, les parties auront notamment la faculté

i) de désigner les arbitres ou d'établir les modalités suivant lesquelles les arbitres seront désignés en cas de litige;

ii) de déterminer le lieu de l'arbitrage;

iii) de fixer les règles de procédure à suivre par les arbitres.

2. Si les parties ont entendu soumettre le règlement de leurs litiges à un arbitrage *ad hoc* et que dans un délai de 30 jours à dater de la notification de la demande d'arbitrage au défendeur, l'une des parties n'a pas désigné son arbitre, celui-ci sera désigné, sauf convention contraire, sur demande de l'autre partie, par le Président de la Chambre de Commerce compétente du pays dans lequel la partie en défaut a, au moment de l'introduction de la demande d'arbitrage, sa résidence habituelle ou son siège. Le présent paragraphe s'applique également au remplacement d'arbitres désignés par une partie ou par le Président de la Chambre de Commerce ci-dessus visée.

3. Si les parties ont entendu soumettre le règlement de leurs litiges à un arbitrage *ad hoc* par un ou plusieurs arbitres sans que la convention d'arbitrage contienne d'indication sur les mesures nécessaires à l'organisation de l'arbitrage telles que celles qui sont visées au paragraphe 1 du présent article, ces mesures seront prises, si les parties ne s'entendent pas à ce sujet et sous réserve du cas visé au paragraphe 2 ci-dessus, par le ou les arbitres déjà désignés. A défaut d'accord entre les parties sur la désignation de l'arbitre unique ou à défaut d'accord entre les arbitres sur les mesures à prendre, le demandeur pourra s'adresser, pour que ces mesures soient prises, si les parties sont convenues du lieu de l'arbitrage, à son choix, soit au Président de la Chambre de Commerce compétente du pays ou se trouve le lieu choisi par les parties, soit au Président de la Chambre de Commerce compétente du pays dans lequel le défendeur a, au moment de l'introduction de la demande d'arbitrage, sa résidence habituelle ou son siège; si les parties ne sont pas convenues du lieu de l'arbitrage, le demandeur pourra s'adresser à son choix soit au Président de la Chambre de Commerce compétente du pays dans lequel le défendeur a, au moment de l'introduction de la demande d'arbitrage, sa résidence habituelle ou son siège, soit au Comité spécial dont la composition et les modalités de fonctionnement sont déterminées par l'Annexe à la présente Convention. Si le demandeur n'exerce pas les droits qui lui sont accordés par le présent paragraphe, ces droits pourront être exercés par le défendeur ou par les arbitres.

4. Le Président ou le Comité spécial saisis pourront procéder, selon le cas,

a) à la désignation de l'arbitre unique, de l'arbitre président, du super-arbitre ou du tiers-arbitre;

b) au remplacement d'un ou de plusieurs arbitres désignés selon une procédure autre que celle prévue au paragraphe 2 du présent article;

c) à la détermination du lieu de l'arbitrage, étant entendu que les arbitres peuvent choisir un autre lieu d'arbitrage;

d) à la fixation directe ou par référence au réglement d'une institution arbitrale permanente des règles de procédure qui devront être observées par les arbitres, si les arbitres n'ont pas fixé leurs règles de procédure à défaut d'accord entre les parties à ce sujet.

5. Si les parties ont entendu soumettre le réglement de leurs litiges à une institution arbitrale permanente sans désigner cette institution et ne s'accordent pas sur cette désignation, le demandeur pourra requérir cette désignation conformément à la procédure prévue au paragraphe 3 ci-dessus.

6. Si la Convention d'arbitrage ne contient aucune indication sur le mode d'arbitrage (arbitrage par une institution permanente d'arbitrage ou arbitrage *ad hoc*) auquel les parties ont entendu soumettre leur litige et si les parties ne s'accordent pas sur cette question, le demandeur aura la faculté de recourir à ce sujet à

la procédure prévue au paragraphe 3 ci-dessus. Le Président de la Chambre de Commerce compétente ou le Comité spécial pourront soit renvoyer les parties à une institution permanente d'arbitrage, soit inviter les parties à désigner leurs arbitres dans un délai qu'ils leur auront fixé et à convenir dans le même délai des mesures nécessaires au fonctionnement de l'arbitrage. Dans ce dernier cas, seront applicables les paragraphes 2, 3 et 4 du présent article.

7. Si, dans un délai de 60 jours à partir du moment où il aura été saisi d'une des requêtes énumérées aux paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 de cet article, le Président de la Chambre de Commerce désignée en vertu d'un de ces paragraphes n'a pas donné suite à la requête, le requérant pourra s'adresser au Comité spécial afin qu'il assume les fonctions qui n'ont pas été remplies.

Article V

Déclinatoire de compétence arbitrale

1. La partie qui entend soulever une exception prise de l'incompétence de l'arbitre doit, lorsqu'il s'agit d'exceptions fondées sur l'inexistence, la nullité ou la caducité de la convention d'arbitrage, le faire dans la procédure arbitrale au plus tard au moment de présenter ses défenses sur le fond et, lorsqu'il s'agit d'exceptions prises de ce que la question litigieuse excéderait les pouvoirs de l'arbitre, aussitôt que sera soulevée, dans la procédure arbitrale, la question qui excéderait ces pouvoirs. Lorsque le retard des parties à soulever l'exception est dû à une cause jugée valable par l'arbitre, celui-ci déclare l'exception recevable.

2. Les exceptions d'incompétence visées au paragraphe 1 ci-dessus et qui n'auraient pas été soulevées dans les délais fixés à ce paragraphe 1 ne pourront plus l'être dans la suite de la procédure arbitrale s'il s'agit d'exceptions qu'en vertu du droit applicable par l'arbitre les parties ont seules la faculté d'invoquer, ni au cours d'une procédure judiciaire ultérieure sur le fond ou l'exécution de la sentence s'il s'agit d'exceptions laissées à la faculté des parties en vertu de la loi déterminée par la règle de conflit du tribunal judiciaire saisi du fond ou de l'exécution de la sentence. Le juge pourra toutefois contrôler la décision par laquelle l'arbitre aura constaté la tardiveté de l'xception.

3. Sous réserve des contrôles judiciaires ultérieurs prevus par la loi du for, l'arbitre dont la compétence est contestée ne doit pas se dessaisir de l'affaire; il a le pouvoir de statuer sur sa propre compétence et sur l'existence ou la validité de la convention d'arbitrage ou du contrat dont cette convention fait partie.

Article VI

Compétence judiciaire

1. L'exception prise de l'existence d'une convention d'arbitrage et présentée devant le tribunal judiciaire saisi par une des parties à la convention d'arbitrage doit être soulevée par le défendeur à peine de forclusion avant ou au moment de présenter ses défenses sur le fond selon que la loi du tribunal saisi considère l'exception d'incompétence comme une question de procédure ou de fond.

2. Quand ils auront à se prononcer sur l'existence ou la validité d'une convention d'arbitrage, les tribunaux des Etats contractants statueront en ce qui concerne la capacité des parties selon la loi qui leur est applicable et en ce qui concerne les autres questions:

a) selon la loi à laquelle les parties ont soumis la convention d'arbitrage;

b) à défaut d'une indication à cet égard, selon la loi du pays où la sentence doit être rendue;

c) à défaut d'indication sur la loi à laquelle les parties ont soumis la convention et, si au moment où la question est soumise à un tribunal judiciaire il n'est pas possible de prévoir quel sera le pays où la sentence sera rendue, selon la loi compétente en vertu des règles de conflit du tribunal saisi.

Le juge saisi pourra ne pas reconnaître la convention d'arbitrage si, selon la loi du for, le litige n'est pas susceptible d'arbitrage.

3. Lorsque, avant tout recours à un tribunal judiciaire, une procédure d'arbitrage aura été introduite, les tribunaux judiciaires des Etats contractants, saisis ultérieurement d'une demande portant sur le même différend entre les mêmes parties ou d'une demande en constatation de l'inexistence, de la nullité ou de la caducité de la convention d'arbitrage, surseoiront, sauf motifs graves, à statuer sur la compétence de l'arbitre jusq'au prononcé de la sentence arbitrale.

4. Une demande de mesures provisoires ou conservatoires adressée à une autorité judiciaire ne doit pas être considérée comme incompatible avec la convention d'arbitrage, ni comme une soumission de l'affaire quant au fond au tribunal judiciaire.

Article VII

Droit applicable

1. Les parties sont libres de déterminer le droit que les arbitres devront appliquer au fond du litige. A défaut d'indication par les parties du droit applicable, les arbitres appliqueront la loi désignée par la règle de conflit que les arbitres jugeront appropriée en l'espèce. Dans les deux cas, les arbitres tiendront compte des stipulations du contrat et des usages du commerce.

2. Les arbitres statueront en « amiables compositeurs » si telle est la volonté des parties et si la loi régissant l'arbitrage le permet.

Article VIII

Motifs de la sentence

Les parties sont présumées avoir entendu que la sentence arbitrale soit motivée, sauf

a) si les parties ont déclaré expressément que la sentence ne doit pas l'être, ou

b) si elles se sont soumises à une procédure arbitrale dans le cadre de laquelle il n'est pas d'usage de motiver les sentences et pour autant, dans ce cas, que les parties ou l'une d'elles ne demandent pas expressément avant la fin de l'audience, ou s'il n'y a pas eu d'audience, avant la rédaction de la sentence, que la sentence soit motivée.

Article IX

L'annulation de la sentence arbitrale

1. L'annulation dans un Etat contractant d'une sentence arbitrale regie par la présente Convention ne constituera une cause de refus de reconnaissance ou

d'exécution dans un autre Etat contractant que si cette annulation a été prononcée dans l'Etat dans lequel ou d'après la loi duquel la sentence a été rendue et ce pour une des raisons suivantes:

a) les parties à la convention d'arbitrage étaient, en vertu de la loi qui leur est applicable, frappées d'une incapacité, ou ladite convention n'est pas valable en vertu de la loi à laquelle les parties l'ont soumise, ou, à défaut d'indication à cet égard, en vertu de la loi du pays où la sentence a été rendue; ou

b) la partie qui demande l'annulation n'a pas été dûment informée de la désignation de l'arbitre ou de la procédure d'arbitrage, ou il lui a été impossible, pour une autre raison, de faire valoir ses moyens; ou

c) la sentence porte sur un différend non visé dans le compromis ou n'entrant pas dans les prévisions de la clause compromissoire; ou contient des décisions qui dépassent les termes du compromis ou de la clause compromissoire; toutefois, si les dispositions de la sentence qui on trait à des questions soumises à l'arbitrage peuvent être dissociées de celles qui ont trait à des questions non soumises à l'arbitrage, les premières pourront ne pas être annulées; ou

d) la constitution du tribunal arbitral ou la procédure d'arbitrage n'a pas été conforme à la convention des parties ou, à défaut de convention, aux dispositions de l'article IV de la présente Convention.

2. Dans les rapports entre Etats contractants également Parties à la Convention de New York du 10 juin 1958 sur la Reconnaissance et l'Exécution des Sentences arbitrales étrangères, le paragraphe 1 du présent article a pour effet de limiter aux seules causes d'annulation qu'il énumère l'application de l'article V, paragraphe 1, *e*) de la Convention de New York.

Article X
Dispositions finales

1. La présente Convention est ouverte à la signature ou à l'adhésion des pays membres de la Commission économique pour l'Europe et des pays admis à la Commission à titre consultatif conformément au paragraphe 8 du mandat de cette Commission.

2. Les pays susceptibles de participer à certains travaux de la Commission économique pour l'Europe en application du paragraphe 11 du mandat de cette Commission peuvent devenir Parties contractantes à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

3. La Convention sera ouverte à la signature jusqu'au 31 décembre 1961 inclus. Après cette date, elle sera ouverte à l'adhésion.

4. La présente Convention sera ratifiée.

5. Les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

6. En signant la présente Convention, en la ratifiant ou en y adhérant, les Parties contractantes communiqueront au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies la liste des Chambres de Commerce ou autres institutions de leur pays dont les Présidents assumeront les fonctions confiées par l'article IV de la présente Convention aux Présidents des Chambres de Commerce compétentes.

7. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte à la validité des accords multilatéraux ou bilatéraux conclus ou à conclure par des Etats contractants en matiere d'arbitrage.

8. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après que cinq des pays mentionnés au paragraphe 1 du présent article auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion. Pour chaque pays qui la ratifiera ou y adhérera ultérieurement, la présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion dudit pays.

9. Chaque Partie contractante pourra dénoncer la présente Convention par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prendra effet douze mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

10. Si, après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le nombre des Parties contractantes se trouve, par suite le dénonciations, ramené à moins de cinq, la présente Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet.

11. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera aux pays visés au paragraphe 1, ainsi qu'aux pays devenus Parties contractantes en application du paragraphe 2 du présent article,

a) les déclarations faites en vertu du paragraphe 2 de l'article II;

b) les ratifications et adhésions en vertu des paragraphes 1 et 2 du présent article;

c) les communications reçues conformément au paragraphe 6 du présent article;

d) les dates auxquelles la présente Convention entrera en vigueur conformément au paragraphe 8 du présent article;

e) les dénonciations en vertu du paragraphe 9 du présent article;

f) l'abrogation de la présente Convention conformément au paragraphe 10 du présent article.

12. Après le 31 décembre 1961, l'original de la présente Convention sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des pays visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le vingt et un avril mil neuf cent soixante et un, en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et russe, les trois textes faisant également foi.

Pour l'Albanie:

Pour l'Autriche:
TREU

Pour la Belgique:
A. J. HERMENT

Pour la Bulgarie:
VELA LOUKANOVA

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

A. M. SHELDOV

Pour la Tchécoslovaquie:

MILAN KLUSÁK

Pour Chypre:

Pour le Danemark:

TROLLE

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Dr. G. MOHR

A. BÜLOW

Pour la Finlande:

Pour la France:

G. HOLLEAUX

Pour la Grèce:

Pour la Hongrie:

J. SZITA

Pour l'Islande:

Pour l'Irlande:

Pour l'Italie:

G. B. TOFFOLO

E. MINOLI

Pour le Luxembourg:

Pour les Pays-Bas:

Pour la Norvège:

Pour la Pologne:

ALEKSANDER KOTLICKI

Pour le Portugal:

Pour la Roumanie:

JACOB IONASCO

Pour l'Espagne:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

Pour la Turquie:

HAYTA

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:

A. BOIKO

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

G. BURGUCHEV

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour la Yougoslavie:

S. MAKIEDO

ANNEXE

COMPOSITION ET MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU COMITE SPECIAL VISE A L'ARTICLE IV DE LA CONVENTION

1. Le Comité spécial visé à l'article IV de la Convention sera composé de deux membres titulaires et d'un Président. L'un des membres titulaires sera élu par les Chambres de Commerce ou autres institutions désignées, conformément à l'article X, paragraphe 6 de la Convention, par les Etats dans lesquels, au moment de l'ouverture de la Convention à la signature, il existe des comités nationaux de la Chambre de Commerce internationale et qui, au moment de l'élection, seront Parties à la Convention. L'autre membre sera élu par les Chambres de Commerce ou autres institutions désignées, conformément à l'article X, paragraphe 6 de la Convention, par les Etats dans lesquels, au moment de l'ouverture de la Convention à la signature, il n'existe pas de comités nationaux de la Chambre de Commerce internationale et qui, au moment de l'élection seront Parties à la Convention.

2. Les personnes appelées à exercer, dans les conditions prévues au paragraphe 7 ci-dessous, les fonctions de Président du Comité spécial, seront également élues par les Chambres de Commerce ou autres institutions comme prévu au paragraphe 1 de la présente Annexe.

3. Les Chambres de Commerce ou autres institutions visées au paragraphe 1 de la présente Annexe éliront, en même temps et dans les mêmes conditions que les Présidents et les membres titulaires, des suppléants pour le cas d'empêchement temporaire desdits Présidents ou membres titulaires. En cas d'empêchement permanent ou de démission d'un Président ou d'un membre titulaire, le suppléant élu pour le remplacer devient, selon le cas, Président ou membre titulaire et le groupe de Chambres de Commerce ou autres institutions qui avait élu le suppléant devenu Président ou membre titulaire procédera à l'élection d'un nouveau suppléant.

4. Les premières élections du Comité auront lieu dans les 90 jours qui suivent le dépôt du cinquième instrument de ratification ou d'adhésion. Pourront également participer à ces élections les Chambres de Commerce ou autres institutions désignées par les Etats qui étant signataires ne sont pas encore Parties à la Convention. S'il n'est pas possible de procéder à des élections dans le délai indiqué, l'application des paragraphes 3 à 7 de l'article IV de la Convention sera suspendue jusqu'à ce qu'il soit procédé à des élections dans les conditions prévues ci-dessus.

5. Sous réserve des dispositions du paragraphe 7 ci-dessous, les membres du Comité spécial seront élus pour une période de quatre ans. De nouvelles élections devront avoir lieu dans les premiers six mois de la quatrième année à partir des élections précédentes. Si une nouvelle procédure d'élection des membres du Comité spécial n'a pu donner de résultats, les membres précédemment élus continueront à exercer leurs fonctions jusqu'à l'élection de nouveaux membres.

6. Les résultats des élections des membres du Comité spécial seront communiqués au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui les notifiera aux Etats visés au paragraphe 1 de l'article X de la présente Convention ainsi qu'aux Etats devenus Parties contrac-

tantes en application du paragraphe 2 de l'article X. Le Secrétaire général notifiera également aux mêmes Etats la suspension éventuelle et la mise en application des paragraphes 3 à 7 de l'article IV de la Convention en vertu du paragraphe 4 de la présente Annexe.

7. Les personnes élues à titre de Président exerceront leurs fonctions, à tour de rôle, chacune pendant deux ans. L'attribution des fonctions de la présidence à l'une de ces deux personnes, pendant la première période de deux ans après l'entrée en vigueur de la Convention, sera déterminée par tirage au sort. La présidence sera ensuite attribuée chaque fois, pour une nouvelle période de deux ans, à la personne élue à titre de Président par le groupe de pays autre que celui par lequel aura eté élu le Président ayant exercé ses fonctions pendant la période de deux ans immédiatement précédente.

8. Les requêtes au Comité spécial prévues aux paragraphes 3 à 7 de l'article IV de la Convention seront adressées au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe. Le Secrétaire exécutif en saisira d'abord le membre du Comité spécial élu par le groupe de pays autre que celui par lequel aura été élu le Président en exercice au moment de la introduction de la requête. La solution proposée par le membre saisi en premier lieu sera transmise par le Secrétaire exécutif à l'autre membre du Comité et si celui-ci l'accepte, cette solution sera considérée comme décision du Comité et communiquée en tant que telle par le Secrétaire exécutif au requérant.

9. Si les deux membres du Comité spécial saisis par le Secrétaire exécutif n'arrivent pas à s'entendre sur une solution par voie de correspondance, le Secrétaire exécutif convoquera une réunion du Comité spécial à Genève afin d'essayer d'aboutir à une décision unanime sur la requête. A défaut d'unanimité, la décision du Comité sera prise à la majorité des voix et communiquée par le Secrétaire exécutif au requérant.

10. Les frais liés à l'intervention du Comité spécial dans un litige soumis à la présente Convention seront avancés par le requérant et employés par lui en frais de procédure..

ACTE FINAL DE LA REUNION SPECIALE DE PLENIPOTENTIAIRES CHARGES DE NEGOCIER ET DE SIGNER UNE CONVENTION EUROPEENNE SUR L'ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL.

1. A sa septième session, le Groupe de travail spécial sur l'arbitrage, constitué sous les auspices du Comité *pour le développement du commerce de la Commission* économique pour l'Europe a mis au point le texte d'un projet de Convention européenne sur l'arbitrage commercial international et a été d'avis che le projet de texte devrait être soumis à une Réunion spéciale de Plénipotentiaires chargés de négocier et de signer une Convention européenne sur l'arbitrage commercial international (document TRADE/96, paragraphe 34 et Annexe I).

2. Après cette session, l'article IV du Projet de Convention (organisation de l'arbitrage) a donné lieu à certaines divergences de vues.

3. Aux termes de sa résolution 7 (XV), adoptée le 5 mai *1960*, la Commission économique pour l'Europe a prié le Secrétaire exécutif de convoquer une Réunion spéciale chargée d'établir un texte commun d'article IV afin qu'un seul texte de projet de Convention soit soumis à une Réunion spéciale de Plénipotentiaires.

4. La Réunion spéciale chargée d'établir un texte commun d'article IV s'est tenue du 8 au 12 août 1960 et du 5 au 10 avril 1961 et elle a mis au point un texte commun.

5. Conformément aux dispositions de la résolution ci-dessus mentionnée, le Secrétaire exécutif a convoqué une Réunion spéciale de Plénipotentiaires qui a eu lieu à l'Office européen des Nations Unies, à Genève, du 10 au 21 avril 1961.

6. Etaient représentés à la Rèunion les gouvernements des vingt-deux Etats ci-après: Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, République fédérale d'Allemagne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

7. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs: Chambre de Commerce *internationale* et l'« *International* Bar Association ». Etaient également présents, sur l'invitation du Secrétariat, des membres du Secrétariat du Conseil de la Communauté économique européenne.

8. La Réunion a été ouverte par M. Vladimir Velebit, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies.

9. M. J. Trolle, du Danemark, a été élu Président et M. V. Novak, de Tchécoslovaquie, Vice-Président.

10. En prenant pour base le projet de Convention élaboré par le Groupe de travail spécial sur l'arbitrage (Document TRADE/96, Annexe I), ainsi que le texte établi par la Réunion spéciale chargée d'arrêter un *texte commun d'article IV (TRADE/WP.1/Document* de séance No 27) et le projet de clauses finales présenté par le Secrétariat (Document TRADE/WP.1/38), la Réunion a préparé et ouvert à la signature, le 21 avril 1961, la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international.

11. La Réunion a décidé qu'il serait établi un rapport, où seraient consignées quelques-unes des observations auxquelles ont donné lieu, au cours de la discussion, certains des articles de la Convention. Le rapport où sont consignées ces observations (Document E/ECE/TRADE/47) a été adopté par la Réunion le 20 avril 1961.

12. Le Gouvernement de l'URSS considère que la présente Convention est ouverte à la signature ou à l'adhésion de tout Etat européen.

13. Les Gouvernements de la Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas déclarent que la présente Convention laisse leurs pays libres de ne pas l'appliquer en tout ou en partie dans leurs relations entre eux.

14. Sans préjudice de l'article II, paragraphe 2, de la Convention et du paragraphe 13 du présent Acte final, les délégations ayant participé à la négociation de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international déclarent que leurs pays respectifs n'ont pas l'intention de faire de réserves à la Con*vention.*

15. *La Réunion spéciale de Plénipotentiaires,*

Considérant que les dispositions des paragraphes 2 à 7 de l'article IV n'ont qu'un caractère subsidiaire,

Recommande:

1) aux parties intéressées à l'arbitrage, d'insérer dans leur convention d'arbitrage à tout le moins l'indication du lieu de l'arbitrage ou du mode d'arbitrage (arbitrage par une institution d'arbitrage permanente ou arbitrage *ad hoc*);

2) aux Groupes de travail chargés d'élaborer des Conditions génerales de vente au sein de la Commission économique pour l'Europe, de ne pas y prévoir la clause blanche d'arbitrage (convention d'arbitrage sans aucune indication du lieu de l'arbitrage ou du mode d'arbitrage — arbitrage par une institution d'arbitrage permanente ou arbitrage *ad hoc*).

Le Réunion recommande, en outre, aux Chambres de Commerce et autres institutions visées à l'article X, paragraphe 6 de la Convention ainsi qu'au Comité spécial visé à l'article IV de la Convention, de se concerter pour toute mesure utile a l'application de la presente Convention et au progrès de l'arbitrage.

16. L'original du présent Acte final sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des pays visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article X de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international.

Fait à Genève, le vingt et un avril mil neuf cent soixante et un, en un seul exemplaire, en langues francaise, anglaise et russe, chaque texte faisant également foi.

Pour l'Autriche:
TREU
A. ZEMBSCH

Pour la Belgique:
A. J. HERMENT
P. JENARD
P. VAN REEPINGHEN

Pour la Bulgarie:
V. LOUKANOVA
B. MINKOVSKI

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:
A. M. SHELDOV

Pour la Tchécoslovaquie:
MILAN KLUSAK
O. FABIAN
V. NOVAK

Pour le Danemark:
TROLLE

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
Dr. G. MOHR
A. BÜLOW

Pour la Finlande:
K. V. MÄKELÄ

Pour la France:
G. HOLLEAUX
GUY DE LACHARRIERE

Pour la Hongrie:
J. SZITA
I. SZASZ

Pour l'Italie:
G. B. TOFFOLO
E. MINOLI
R. TRIOLI

Pour le Luxembourg:
I. BESSLING

Pour les Pays-Bas:
W. H. J. VAN ASCH VAN WIJCK
D. S. VAN HEUKELOM

Pour la Pologne:
ALEKSANDER KOTLICKI
HENRYK TRAMMER

Pour la Roumanie:
JACOB IONASCO

Pour l'Espagne:
GUILLEMO CEBRIAN
PEDRO TEMBOURY

Pour la Suède:
H. VON PLATEN

Pour la Suisse:
PIERRE JEAN POINTET
HENRI ZOELLY

Pour la Turquie:
HAYTA
RABI KORAL

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:
A. BOIKO

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:
G. BURGUCHEV

Pour la Yougoslavie:
S. MAKIEDO
V. KAPOR
DJ. LUPSIC

Le Président de la Réunion Spéciale de Plénipotentiaires:
TROLLE

Le Vice-Président de la Réunion Spéciale de Plénipotentiaires:
V. NOVAK

Pour le Secrétaire Exécutif:
le Conseiller Juridique de la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies:
LAZARE KOPELMANAS

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MORO

Convenzione europea sull'arbitrato commerciale internazionale

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Nota bene: I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.

I sottoscritti,

debitamente autorizzati,

riuniti sotto gli auspici della Commissione economica per l'Europa della Organizzazione delle Nazioni Unite,

avendo constatato che il 10 giugno 1958, alla conclusione della Conferenza delle Nazioni Unite sull'Arbitrato commerciale internazionale, è stata firmata a New York una Convenzione sul riconoscimento e l'esecuzione delle sentenze arbitrali straniere,

desiderosi, al fine di contribuire allo sviluppo del commercio europeo, di ovviare, nella misura del possibile, a certe difficoltà suscettibili di ostacolare l'organizzazione ed il funzionamento dell'arbitrato commerciale internazionale nelle relazioni tra persone fisiche o morali di paesi diversi dell'Europa,

hanno convenuto sulle seguenti disposizioni:

Articolo I

Campo di applicazione della Convenzione

1. La presente Convenzione si applica:

a) alle convenzioni d'arbitrato concluse per risolvere le controversie sorte o che potrebbero sorgere da operazioni di commercio internazionale, tra persone fisiche o morali aventi, al momento della conclusione della Convenzione, la loro residenza abituale oppure la loro sede in Stati contraenti diversi;

b) alle procedure e alle sentenze arbitrali basate sulle convenzioni di cui al paragrafo 1 *a*) del presente articolo.

2. Ai fini della presente Convenzione, si intende per:

a) « convenzione d'arbitrato », sia una clausola compromissoria inserita in un contratto, sia un compromesso, contratto o compromesso firmati dalle Parti oppure contenuti in uno scambio di note, telegrammi o comunicazioni tramite telescriventi e, nei rapporti tra paesi le cui leggi non impongono la forma scritta alla Convenzione di arbitrato, ogni convenzione conclusa nelle forme ammesse da dette leggi;

b) « arbitrato », la soluzione di controversie non solo ad opera di arbitri nominati per casi determinati (arbitrato *ad hoc*); ma anche ad opera di istituzioni di arbitrato permanente;

c) « sede », il luogo dove si trova l'ente che ha concluso la convenzione d'arbitrato.

Articolo II

Capacità delle persone morali di diritto pubblico di sottomettersi all'arbitrato

1. Nei casi contemplati all'articolo I, paragrafo 1 della presente Convenzione, le persone qualificate dalla legge applicabile nei loro confronti come « persone morali di diritto pubblico », hanno la facoltà di concludere validamente delle convenzioni di arbitrato.

2. Ogni Stato può dichiarare, alla firma o alla ratifica della presente Convenzione o al momento dell'adesione, che detta facoltà è subordinata alle condizioni esposte nella sua dichiarazione.

Articolo III

Facoltà degli stranieri di essere arbitri

Gli stranieri possono essere designati come arbitri negli arbitrati previsti dalla presente Convenzione.

Articolo IV

L'organizzazione dell'arbitrato

1. Le Parti in una convenzione di arbitrato possono liberamente decidere:

a) che le loro controversie siano sottoposte ad una istituzione permanente di arbitrato; in tal caso, l'arbitrato si svolgerà secondo il Regolamento dell'istituzione designata; oppure

b) che le loro controversie siano sottoposte ad una procedura arbitrale *ad hoc*; in tal caso, le Parti avranno fra l'altro la facoltà:

i) di designare gli arbitri o di stabilire le modalità secondo le quali gli arbitri verranno designati in caso di controversia;

ii) di determinare il luogo dell'arbitrato;

iii) di stabilire le regole di procedura da seguirsi dagli arbitri.

2. Se le Parti hanno deciso di sottoporre la soluzione delle loro controversie ad un arbitrato *ad hoc* e, entro trenta (30) giorni dalla data della notifica della richiesta d'arbitrato al convenuto, una delle Parti non ha designato il suo arbitro, quest'ultimo verrà designato, salvo accordo contrario, su richiesta dell'altra Parte, dal Presidente della Camera di commercio competente del paese in cui la Parte in difetto ha la sua residenza abituale oppure la sua sede al momento della presentazione della richiesta di arbitrato. Il presente paragrafo si applica pure alla sostituzione di arbitri designati da una Parte o dal Presidente della Camera di commercio di cui dianzi.

3. Se le Parti hanno deciso di sottoporre la soluzione delle loro controversie ad un arbitrato *ad hoc* affidato ad uno o più arbitri senza che la Convenzione d'arbitrato contenga l'indicazione sulle misure necessarie per l'organizzazione dell'arbitrato, quali quelle previste al paragrafo 1 del presente articolo, dette misure, qualora le Parti non si mettano d'accordo in proposito e salvo il caso contemplato al precedente paragrafo 2 saranno adottate dall'arbitro o dagli arbitri già designati. In mancanza di accordo fra le Parti sulla designazione dell'arbitro unico o in mancanza di accordo tra gli arbitri sulle misure da prendere, l'attore potrà rivolgersi, affinchè dette misure vengano prese, se le Parti hanno concordato il luogo dell'arbitrato, a sua scelta, sia al Presidente della Camera di commercio competente del paese nel quale si trova il luogo concordato tra le Parti, sia al Presidente della Camera di commercio competente del paese nel quale il convenuto ha la residenza abituale oppure la sede al momento della presentazione della richiesta d'arbitrato. Se le Parti non si sono accordate sul luogo dell'arbitrato, l'attore potrà rivolgersi, a sua scelta, sia al Presidente della Camera di commercio competente del paese nel quale il convenuto ha la sua residenza abituale o la sua sede al momento della presentazione della richiesta d'arbitrato, sia al Comitato speciale la cui composizione e modalità di funzionamento sono specificate nell'Allegato alla presente Convenzione. Se l'attore non

si avvale dei diritti che gli sono concessi ai sensi del presente paragrafo, detti diritti potranno essere esercitati dal convenuto oppure dagli arbitri.

4. Il Presidente oppure il Comitato speciale potranno procedere, secondo il caso,

a) alla designazione di un arbitro unico, di un arbitro presidente, di un superarbitro o di un terzo arbitro;

b) alla sostituzione di uno o più arbitri designati secondo una procedura diversa da quella prevista al paragrafo 2 del presente articolo;

c) alla scelta del luogo dell'arbitrato, restando inteso che gli arbitri comunque possono scegliere un altro luogo di arbitrato;

d) alla fissazione, diretta o per via di riferimento al regolamento di una istituzione arbitrale permanente, delle norme di procedura che dovranno essere osservate dagli arbitri, qualora gli arbitri in mancanza di accordo fra le Parti in proposito, non abbiano fissato le loro norme di procedura.

5. Se le Parti hanno deciso di sottomettere la soluzione delle loro controversie ad una istituzione arbitrale permanente, senza designare detta istituzione e non si mettono d'accordo su tale designazione, il richiedente potrà domandare detta designazione secondo la procedura prevista al precedente paragrafo 3.

6. Se la Convenzione di arbitrato non contiene nessuna indicazione circa il genere di arbitrato (arbitrato tramite una istituzione permanente di arbitrato o arbitrato *ad hoc*), al quale le Parti abbiano deciso di sottoporre la loro controversia, e se le Parti non si mettono d'accordo su tale questione, l'attore avrà la facoltà di ricorrere in proposito alla procedura prevista al precedente paragrafo 3. Il Presidente della Camera di commercio competente o il Comitato speciale potranno sia rinviare le Parti ad una istituzione permanente di arbitrato, sia invitare le Parti a designare i loro arbitri entro un termine che avranno loro fissato ed a convenire entro lo stesso termine le misure necessarie al funzionamento dell'arbitrato. In quest'ultimo caso saranno applicabili i paragrafi 2, 3 e 4 del presente articolo.

7. Qualora entro 60 giorni dal momento in cui una delle richieste elencate ai paragrafi 2, 3, 4, 5 e 6 del presente articolo gli sarà stata rivolta, il Presidente della Camera di commercio, designata ai sensi di uno dei detti paragrafi, non abbia dato seguito alla richiesta, il richiedente potrà rivolgersi al Comitato speciale affinchè questi assuma le funzioni che non sono state adempiute.

Articolo V

Contestazione sulla competenza arbitrale

1. La Parte che intende sollevare una eccezione di incompetenza dell'arbitro, qualora si tratti di eccezioni fondate sull'inesistenza, la nullità o la caducità della Convenzione di arbitrato, deve farlo nella procedura arbitrale al più tardi al momento della presentazione delle sue difese di merito e, qualora si tratti di eccezioni tratte dal fatto che le questioni in litigio eccedono i poteri dell'arbitro, deve farlo non appena sarà stata sollevata, nel corso della procedura arbitrale, la questione che eccede i detti poteri. Qualora il ritardo delle Parti nel sollevare l'eccezione fosse dovuto ad una causa considerata dall'arbitro come valida, questi dichiara ricevibile l'eccezione.

2. Le eccezioni di incompetenza, considerate al precedente paragrafo 1 e che non siano state sollevate nei termini fissati dal detto paragrafo 1, non potranno più esserlo nel seguito della procedura arbitrale semprechè si tratti di eccezioni che a norma del diritto applicabile dall'arbitro, possono essere sollevate unicamente dalle Parti nè potranno esserlo nel corso di una procedura giudiziaria ulteriore sul merito o sull'esecuzione della sentenza qualora si tratti di eccezioni lasciate alla facoltà delle Parti in forza della legge determinato dalle regole sui conflitti del tribunale giudiziario investito del merito o dell'esecuzione della sentenza. Il giudice potrà tuttavia controllare la decisione con la quale l'arbitro abbia constatato la tardività dell'eccezione.

3. Salvi restando i controlli giudiziari ulteriori previsti dalla legge del foro, l'arbitro la cui competenza sia contestata non deve disinteressarsi del caso; egli ha il potere di pronunciarsi sulla propria competenza e sull'esistenza o validità della Convenzione d'arbitrato o del contratto di cui detta convenzione fa parte.

Articolo VI

Competenza giudiziaria

1. L'eccezione tratta dall'esistenza di una Convenzione d'arbitrato e proposta dinanzi al tribunale giudiziario investito da una delle Parti alla Convenzione di arbitrato, deve essere sollevata dal convenuto sotto pena di preclusione prima oppure al momento della presentazione delle sue difese di merito secondo che la legge del tribunale investito consideri l'eccezione di incompetenza come una questione di procedura o di merito.

2. I tribunali degli Stati contraenti, qualora abbiano a pronunciarsi sull'esistenza o la validità di una Convenzione d'arbitrato, giudicheranno, per quel che riguarda la capacità delle Parti, secondo la legge loro applicabile e per quel che riguarda le altre questioni:

a) secondo la legge alla quale le Parti hanno sottoposto la convenzione di arbitrato;

b) in mancanza di una indicazione a tale riguardo, secondo la legge del paese nel quale la sentenza deve essere resa;

c) in mancanza di indicazione circa la legge alla quale le Parti hanno sottoposto la Convenzione, e se al momento della proposizione della questione innanzi ad un tribunale giudiziario non è possibile prevedere quale sarà il paese dove la sentenza dovrà essere resa, secondo la legge indicata dalle regole di conflitto del tribunale investito.

Il giudice investito potrà non riconoscere la Convenzione d'arbitrato qualora secondo la legge del foro la controversia in questione non possa essere sottoposta all'arbitrato.

3. Qualora, prima di qualsiasi ricorso ad un tribunale giudiziario, una procedura di arbitrato sia stata introdotta, i tribunali giudiziari degli Stati contraenti, investiti successivamente di un'istanza sulla medesima vertenza tra le stesse Parti oppure di un'istanza sulla constatazione dell'inesistenza, della nullità o della caducità della convenzione d'arbitrato, si asterranno, salvo gravi motivi, dal pronunciarsi sulla competenza dell'arbitro fino alla pronuncia della sentenza arbitrale.

4. Una domanda di misure provvisorie o cautelari indirizzata ad una autorità giudiziaria non deve essere

considerata come incompatibile con la convenzione di arbitrato, nè come una proposizione in merito, della causa, al tribunale giudiziario.

Articolo VII

Legge applicabile

1. Le Parti possono determinare liberamente la legge che gli arbitri dovranno applicare nel merito della controversia. In mancanza di indicazione ad opera delle Parti della legge da applicarsi, gli arbitri applicheranno la legge stabilita dalle regole di conflitto che gli arbitri giudicheranno appropriate al caso. In ambedue i casi gli arbitri terranno in considerazione le stipulazioni contrattuali e le consuetudini commerciali.

2. Gli arbitri giudicheranno in qualità di « arbitri d'equità » se tale è il desiderio delle Parti e se la legge che regge l'arbitrato lo permette.

Articolo VIII

Motivazione della sentenza

Si presume che le Parti concordino che la sentenza arbitrale sia motivata, salvo

a) che le Parti abbiano espressamente dichiarato che la sentenza non lo debba essere, o

b) che esse si siano sottoposte ad una procedura arbitrale nell'ambito della quale non è d'uso motivare le sentenze, sempreché, in tal caso, le Parti o una di esse non chiedano espressamente prima della fine della udienza, o se non c'è stata udienza, prima che sia redatta la sentenza, che la sentenza sia motivata.

Articolo IX

Annullamento della sentenza arbitrale

1. L'annullamento in uno Stato contraente di una sentenza arbitrale, retta dalla presente Convenzione, non costituirà ragione per rifiutare il riconoscimento o l'esecuzione in un altro Stato contraente, a meno che questo annullamento sia stato pronunciato nello Stato nel quale, o secondo la legge del quale, la sentenza è stata resa e per una delle seguenti ragioni:

a) le Parti alla convenzione d'arbitrato erano incapaci ai sensi della legge applicabile nei loro confronti, oppure detta convenzione non è valida ai sensi della legge alla quale le Parti l'hanno sottoposta, oppure, in mancanza di indicazione al riguardo, ai sensi della legge del paese dove la sentenza è stata resa; oppure

b) la Parte che chiede l'annullamento non è stata debitamente informata della designazione dell'arbitro o della procedura d'arbitrato o non è stata in grado, per un altro motivo, di far valere le sue ragioni; oppure

c) la sentenza verte su una questione non contemplata nel compromesso o non considerata nella clausola compromissoria; oppure contiene delle decisioni che esorbitano dalle condizioni del compromesso o della clausola compromissoria. Tuttavia, se le disposizioni della sentenza, che si riferiscono a questioni sottoposte all'arbitrato, possono essere disgiunte da quelle non sottoposte all'arbitrato, le prime potranno non essere annullate; oppure

d) la costituzione del tribunale arbitrale o della procedura d'arbitrato non è stata conforme all'accordo delle Parti o, in mancanza di accordo, alle disposizioni dell'articolo IV della presente Convenzione.

2. Nei rapporti fra gli Stati contraenti, che siano anche Parti della Convenzione di New York del 10 giugno 1958 sul Riconoscimento e la Esecuzione delle Sentenze arbitrali straniere, il paragrafo 1 del presente articolo ha l'effetto di limitare alle sole cause di annullamento, che esso specifica, l'applicazione dell'articolo 5, paragrafo 1, *e*) della Convenzione di New York.

Articolo X

Disposizioni finali

1. La Presente Convenzione è aperta alla firma e all'adesione dei Paesi membri della Commissione economica per l'Europa e dei Paesi ammessi a tale Commissione a titolo consultivo conformemente al paragrafo 8 del mandato di detta Commissione.

2. I Paesi suscettibili di partecipare a taluni lavori della Commissione economica per l'Europa, in applicazione del paragrafo 11 del mandato di detta Commissione, possono diventare Parti contraenti della presente Convenzione aderendo ad essa dopo la sua entrata in vigore.

3. La Convenzione sarà aperta alla firma fino al 31 dicembre 1961 incluso. Dopo questa data sarà aperta all'adesione.

4. La presente Convenzione sarà ratificata.

5. Gli strumenti di ratifica o di adesione saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

6. All'atto della firma della presente Convenzione oppure ratificandola o aderendovi, le Parti contraenti comunicheranno al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite la lista delle Camere di Commercio e delle altre istituzioni del loro paese, i cui presidenti assumeranno le funzioni affidate ai sensi dell'articolo IV della presente Convenzione ai Presidenti delle Camere di Commercio competenti.

7. Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano la validità degli accordi multilaterali o bilaterali conclusi o da concludere dagli Stati contraenti in materia di arbitrato.

8. La presente Convenzione entrerà in vigore 90 giorni dopo che 5 paesi, di cui al paragrafo 1 del presente articolo, avranno depositato il loro strumento di ratifica o di adesione. Per ogni paese che la ratificherà o vi aderirà ulteriormente, la presente Convenzione entrerà in vigore 90 giorni dopo il deposito dello strumento di ratifica o di adesione del detto paese.

9. Ciascuna Parte contraente potrà denunciare la presente Convenzione tramite notifica indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. La denuncia avrà effetto dodici mesi dopo la data della notifica ricevuta dal Segretario generale.

10. Qualora, dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il numero delle Parti contraenti si trovi, in seguito alle denunce, ridotto a meno a cinque, la presente Convenzione cesserà di essere in vigore dalla data in cui l'ultima delle denunce avrà effetto.

11. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite notificherà ai paesi di cui al paragrafo 1, come pure ai paesi diventati Parti contraenti, in applicazione del paragrafo 2 del presente articolo,

a) le dichiarazioni fatte ai sensi del paragrafo 2 dell'articolo 2;

b) le ratifiche e le adesioni ai sensi dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo;

c) le comunicazioni ricevute in conformità del paragrafo 6 del presente articolo;

d) le date di entrata in vigore della presente Convenzione in conformità al paragrafo 8 del presente articolo;

e) le denunce ai sensi del paragrafo 9 del presente articolo;

f) l'abrogazione della presente Convenzione in conformità del paragrafo 10 del presente articolo.

12. Dopo il 31 dicembre 1961, l'originale della presente Convenzione sarà depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, il quale trasmetterà copie conformi a ciascuno dei paesi previsti ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo.

In fede di che i sottoscritti, a ciò debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Ginevra il 21 aprile millenovecentosessantuno, in un solo esemplare nelle lingue francese, inglese e russo, i tre testi facendo ugualmente fede.

Per l'Albania:

Per l'Austria:
TREU

Per il Belgio:
A. J. HERMENT

Per la Bulgaria:
VELA LOUKANOVA

Per la Repubblica Socialista Sovietica di Bielorussia:
A. M. SHELDOV

Per la Cecoslovacchia:
MILAN KLUSAK

Per Cipro:

Per la Danimarca:
TROLLE

Per la Repubblica Federale di Germania:
Dr. G. MOHR
A. BÜLOW

Per la Finlandia:

Per la Francia:
G. HOLLEAUX

Per la Grecia:

Per l'Ungheria:
J. SZITA

Per l'Islanda:

Per l'Irlanda:

Per l'Italia:
G. B. TOFFOLO
E. MINOLI

Per il Lussemburgo:

Per i Paesi Bassi:

Per la Norvegia:

Per la Polonia:
ALEKSANDER KOTLICKI

Per il Portogallo:

Per la Romania:
JACOB IONASCO

Per la Spagna:

Per la Svezia:

Per la Svizzera:

Per la Turchia:
HAYTA

Per la Repubblica Socialista Sovietica d'Ucraina:
A. BOIKO

Per l'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche:
G. BURGUCHEV

Per il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord:

Per gli Stati Uniti d'America:

Per la Jugoslavia:
S. MAKIEDO

ALLEGATO

COMPOSIZIONE E MODALITA' DI FUNZIONAMENTO DEL COMITATO SPECIALE DI CUI ALL'ARTICOLO IV DELLA CONVENZIONE

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Nota bene: I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.

1. Il Comitato speciale di cui all'articolo IV della Convenzione sarà composto da due membri titolari e da un Presidente. Uno dei membri titolari sarà eletto dalle Camere di Commercio o dalle altre istituzioni designate in conformità dell'articolo X, paragrafo 6 della Convenzione, dagli Stati nei quali al momento della apertura alla firma della Convenzione esistano comitati nazionali della Camera di Commercio Internazionale e i quali, al momento dell'elezione, saranno Parti alla Convenzione. L'altro membro sarà eletto dalle Camere di Commercio o altre istituzioni designate in conformità dell'articolo X, paragrafo 6 della Convenzione dagli Stati dove, al momento dell'apertura della Convenzione alla firma, non esistono comitati nazionali della Camera di Commercio Internazionale, e i quali, al momento dell'elezione, saranno Parti della Convenzione.

2. Le persone chiamate a esercitare, alle condizioni previste al paragrafo 7 seguente, le funzioni di Presidente del Comitato speciale, saranno ugualmente elette dalle Camere di Commercio o dalle altre istituzioni come dal paragrafo 1 del presente Allegato.

3. Le Camere di Commercio o altre istituzioni, di cui al paragrafo 1 del presente Allegato, eleggeranno, nello stesso tempo e alle stesse condizioni previste per i Presidenti ed i membri titolari, dei supplenti per i casi di impedimento transitorio di detti Presidenti o

membri titolari. In caso di impedimento permanente o di dimissioni di un Presidente o di un membro titolare, il supplente eletto per sostituirlo diventa, secondo il caso, Presidente o membro titolare e il gruppo delle Camere di Commercio o di altre istituzioni che aveva eletto il supplente diventato Presidente o membro titolare procederà all'elezione di un nuovo supplente.

4. Le prime elezioni del Comitato avranno luogo entro 90 giorni dopo il deposito del quinto strumento di ratifica o di adesione. Potranno ugualmente partecipare a queste elezioni le Camere di Commercio o altre istituzioni designate dagli Stati che siano firmatari anche se non sono ancora Parti della Convenzione. In caso di impossibilità di procedere alle elezioni nel termine indicato, l'applicazione dei paragrafi da 3 a 7 dell'articolo IV della Convenzione sarà sospesa fino a quando si sarà proceduto alle elezioni nelle condizioni previste sopra.

5. Salvo le disposizioni del paragrafo 7 seguente, i membri del Comitato speciale saranno eletti per un periodo di 4 anni. Nuove elezioni dovranno aver luogo nei primi sei mesi del quarto anno dalle elezioni precedenti. Qualora una nuova procedura di elezione dei membri del Comitato speciale non abbia dato risultati, i membri precedentemente eletti continueranno ad esercitare le loro funzioni fino alla elezione di nuovi membri.

6. I risultati delle elezioni dei membri del Comitato speciale saranno comunicati al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, il quale li notificherà agli Stati previsti al paragrafo 1 dell'articolo X della presente Convenzione come pure agli Stati divenuti Parti contraenti in applicazione del paragrafo 2 dell'articolo X. Il Segretario generale notificherà del pari ai detti Stati la eventuale sospensione e l'applicazione dei paragrafi da 3 a 7 dell'articolo IV della Convenzione, ai sensi del paragrafo 4 del presente Allegato.

7. Le persone elette come Presidente eserciteranno le loro funzioni a turno, ognuna durante due anni. La attribuzione delle funzioni della presidenza all'una delle due persone, durante il primo periodo di due anni dopo l'entrata in vigore della Convenzione, sarà decisa con estrazione a sorte. La presidenza sarà in seguito attribuita ogni volta per un nuovo periodo di due anni alla persona eletta come Presidente dal gruppo di Paesi diverso da quello che aveva eletto il Presidente rimasto in funzione nel periodo di due anni immediatamente precedenti.

8. Le richieste al Comitato speciale, previste ai paragrafi da 3 a 7 dell'articolo IV della Convenzione, saranno indirizzate al Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa. Il Segretario esecutivo ne interesserà innanzi tutto il membro del Comitato speciale eletto dal gruppo di paesi diverso da quello che aveva eletto il Presidente in funzione al momento della presentazione della domanda. La soluzione proposta dal membro interessato in primo luogo sarà trasmessa dal Segretario esecutivo all'altro membro del Comitato e se questi l'accetta detta soluzione sarà considerata quale decisione del Comitato e verrà comunicata come tale dal Segretario esecutivo al richiedente.

9. Qualora i due membri del Comitato speciale interpellati dal Segretario esecutivo non arrivino ad un accordo sulla soluzione tramite corrispondenza, il Segretario esecutivo convocherà una riunione del Comitato speciale a Ginevra al fine di tentare di raggiungere una decisione unanime sulla questione. In mancanza di unanimità, la decisione del Comitato sarà presa alla maggioranza dei voti e sarà comunicata dal Segretario esecutivo al richiedente.

10. Le spese connesse con l'intervento del Comitato speciale in una vertenza sottoposta alla presente Convenzione saranno anticipate dal richiedente ed imputate da questi alle spese di procedura.

ATTO FINALE DELLA RIUNIONE SPECIALE DI PLENIPOTENZIARI INCARICATI DI NEGOZIARE E DI FIRMARE UNA CONVENZIONE EUROPEA SULL'ARBITRATO COMMERCIALE INTERNAZIONALE

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Nota bene: I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.

1. Alla sua settima sessione, il Gruppo di lavoro speciale sull'arbitrato, costituito sotto gli auspici del Comitato per lo sviluppo del commercio della Commissione economica per l'Europa, ha messo a punto il testo di un progetto di Convenzione europea sull'arbitrato commerciale internazionale ed ha espresso il parere che il progetto del testo dovrebbe essere sottoposto ad una Riunione speciale di Plenipotenziari incaricati di negoziare e di firmare una Convenzione europea sull'arbitrato commerciale internazionale (Documento TRADE/96, paragrafo 34 e Allegato I).

2. Dopo questa sessione, l'articolo IV del Progetto di Convenzione (organizzazione dell'arbitrato) ha dato luogo a certe divergenze di vedute.

3. Ai sensi della sua Risoluzione 7 (XV), adottata il 5 maggio 1960, la Commissione economica per l'Europa ha chiesto al Segretario esecutivo di convocare una Riunione speciale incaricata di redigere un testo comune dell'articolo IV affinchè un testo solo del progetto di Convenzione sia sottoposto ad una Riunione speciale dei Plenipotenziari.

4. La Riunione speciale incaricata di redigere un testo comune dell'articolo IV ha avuto luogo dall'8 al 12 agosto 1960 e dal 5 al 10 aprile 1961 ed ha messo a punto un testo comune.

5. In conformità delle disposizioni della Risoluzione sopracitata, il Segretario esecutivo ha convocato una Riunione speciale di Plenipotenziari che ha avuto luogo alla Sezione europea delle Nazioni Unite a Ginevra, dal 10 al 21 aprile 1961.

6. Alla riunione erano rappresentati i governi dei ventidue Stati seguenti: Austria, Belgio, Bulgaria, Cecoslovacchia, Danimarca, Finlandia, Francia, Italia, Jugoslavia, Lussemburgo, Paesi Bassi, Polonia, la Repubblica Federale di Germania, la Repubblica Socialista Sovietica di Bielorussia, la Repubblica Socialista Sovietica d'Ucraina, Romania, Spagna, Svezia, Svizzera, Turchia, Ungheria, Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche.

7. Le seguenti organizzazioni non governative erano rappresentate da osservatori: la Camera di Commercio internazionale e l'International Bar Association. Su invito del Segretario erano del pari presenti dei membri del Segretariato del Consiglio della Comunità economica europea.

8. La Riunione è stata aperta dal sig. Vladimir Velebit, Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa delle Nazioni Unite.

9. Il sig. J. Trolle, di Danimarca, è stato eletto Presidente e il sig. M. V. Novak, di Cecoslovacchia, Vice-Presidente.

10. Prendendo come base il progetto di Convenzione preparato dal Gruppo di lavoro speciale sull'arbitrato (Documento TRADE/96, Allegato I), come pure il testo redatto dalla Riunione speciale incaricata di preparare un testo comune dell'articolo IV (TRADE/WP. 1/Documento di riunione n. 27) e il progetto delle clausole finali presentato dal Segretariato (Documento TRADE/WP. 1/38), la Riunione ha preparato ed ha aperto alla firma, il 21 aprile 1961, la Convenzione europea sull'arbitrato commerciale internazionale.

11. La Riunione ha deciso di redigere un rapporto nel quale sarebbero contenute alcune delle osservazioni, sorte nel corso della discussione, a proposito di alcuni articoli della Convenzione. Il rapporto nel quale sono contenute dette osservazioni (Documento E/ECE/TRADE/47) è stato approvato dalla Riunione il 20 aprile 1961.

12. Il Governo dell'URSS considera che la presente Convenzione è aperta alla firma o all'adesione di tutti gli Stati europei.

13. I Governi del Belgio, del Lussemburgo e dei Paesi Bassi dichiarano che la presente Convenzione lascia i loro rispettivi paesi liberi di non applicarla, in tutto o in parte, nelle loro relazioni reciproche.

14. Salve restando le disposizioni dell'articolo II, paragrafo 2 della Convenzione e del Paragrafo 13 del presente Atto finale, le delegazioni che hanno partecipato al negoziato per la Convenzione europea sull'arbitrato commerciale internazionale dichiarano che i loro rispettivi paesi non hanno intenzione di avanzare delle riserve alla Convenzione.

15. La Riunione speciale di Plenipotenziari,

Considerato che le disposizioni dei paragrafi da 2 a 7 dell'articolo IV hanno solo un carattere sussidiario,

raccomanda:

1) alle parti interessate all'arbitrato di inserire nella loro convenzione d'arbitrato almeno l'indicazione del luogo di arbitrato o del modo di arbitrato (arbitrato tramite una istituzione d'arbitrato permanente oppure arbitrato *ad hoc*);

2) ai Gruppi di lavoro incaricati dell'elaborazione delle Condizioni generali di vendita in seno alla Commissione economica per l'Europa, di non inserire la clausola bianca di arbitrato (convenzione d'arbitrato senza alcuna indicazione del luogo di arbitrato oppure del modo di arbitrato, arbitrato tramite una istituzione di arbitrato permanente oppure arbitrato *ad hoc*).

La Riunione raccomanda, inoltre, alle Camere di Commercio ed altre istituzioni previste all'articolo X, paragrafo 6 della Convenzione come pure al Comitato speciale di cui all'articolo IV della Convenzione, di accordarsi su ogni misura utile all'applicazione della presente Convenzione e allo sviluppo dell'arbitrato.

16. L'originale del presente Atto finale sarà depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che trasmetterà delle copie conformi a ciascuno dei paesi di cui ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo X della Convenzione europea sull'arbitrato commerciale internazionale.

Fatto a Ginevra il 21 aprile 1961 in un solo esemplare, nelle lingue francese, inglese e russa, ogni testo facendo ugualmente fede.

Per l'Austria:
TREU
A. ZEMBSCH

Per il Belgio:
A. J. HERMENT
P. JENARD
P. VAN REEPINGHEN

Per la Bulgaria:
V. LOUKANOVA
B. MINKOVSKI

Per la Repubblica Socialista Sovietica di Bielorussia:
A. M. SHELDOV

Per la Cecoslovacchia:
MILAN KLUSAK
O. FABIAN
V. NOVAK

Per la Danimarca:
TROLLE

Per la Repubblica Federale di Germania:
Dr. G. MOHR
A. BÜLOW

Per la Finlandia:
K. V. MÄKELÄ

Per la Francia:
G. HOLLEAUX
GUY DE LACHARRIERE

Per l'Ungheria:
J. SZITA
I. SZASZ

Per l'Italia:
G. B. TOFFOLO
E. MINOLI
R. TRIOLI

Per il Lussemburgo:
I. BESSLING

Per i Paesi Bassi:
W. H. J. VAN ASCH VAN WIJCK
D. S. VAN HEUKELOM

Per la Polonia:
ALEKSANDER KOTLICKI
HENRYK TRAMMER

Per la Romania:
JACOB IONASCO

Per la Spagna:
GUILLEMO CEBRIAN
PEDRO TEMBOURY

Per la Svezia:

H. VON PLATEN

Per la Svizzera:

PIERRE JEAN POINTET
HENRI ZOELLY

Per la Turchia:

HAYTA
RABI KORAL

Per la Repubblica Socialista Sovietica d'Ucraina:

A. BOIKO

Per l'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche:

G. BURGUCHEV

Per la Jugoslavia:

S. MAKIEDO
V. KAPOR
DJ. LUPSIC

Il Presidente della Riunione Speciale di Plenipotenziari:

TROLLE

Il Vice Presidente della Riunione Speciale di Plenipotenziari:

V. NOVAK

Per il Segretario Esecutivo:

il Consigliere Giuridico della Commissione Economica per l'Europa delle Nazioni Unite:

LAZARE KOPELMANAS

LEGGE 3 luglio 1970, n. **419.**

Conversione in legge del decreto-legge 1° maggio 1970, n. 210, concernente la proroga dell'obbligo contributivo previsto dall'articolo 10, primo comma, lettere a), b), c) e d) della legge 14 febbraio 1963, n. 60, per il finanziamento degli interventi della GESCAL.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico

E' convertito in legge il decreto-legge 1° maggio 1970, n. 210, concernente la proroga dell'obbligo contributivo previsto dall'articolo 10, primo comma, lettere *a*), *b*), *c*) e *d*) della legge 14 febbraio 1963, n. 60, per il finanziamento degli interventi della GESCAL.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 luglio 1970

SARAGAT

RUMOR — DONAT-CATTIN — REALE — GIOLITTI — COLOMBO — LAURICELLA

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 6 giugno 1970, n. **420.**

Fusione dell'ente ospedaliero « Istituto S. Andrea per la cura dei tumori », con sede in Roma, con l'ente ospedaliero « Pio istituto di Santo Spirito ed ospedali riuniti di Roma ».

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti gli articoli 6 e 54 della legge 12 febbraio 1968, n. 132, recante norme sugli enti ospedalieri e sull'assistenza ospedaliera;

Visto il proprio decreto in data 9 gennaio 1969, n. 131, con il quale l'« Istituto S. Andrea per la cura dei tumori » è stato dichiarato ente ospedaliero;

Visto il proprio decreto in data 19 febbraio 1970, n. 167, con il quale il « Pio istituto di Santo Spirito ed ospedali riuniti di Roma » è stato dichiarato ente ospedaliero;

Viste le richieste di fusione dei due enti ospedalieri suddetti avanzate con delibere n. 67 del 29 aprile 1970 e n. 71 del 5 maggio 1970 dell'ente ospedaliero « Istituto S. Andrea per la cura dei tumori » e delibera n. 981/A. 3218 del 26 maggio 1970 dell'ente ospedaliero « Pio istituto di Santo Spirito ed ospedali riuniti di Roma »;

Visto il decreto del medico provinciale di Roma in data 28 gennaio 1970, con il quale, il complesso ospedaliero denominato « Pio istituto di Santo Spirito ed ospedali riuniti di Roma » è stato classificato ospedale regionale generale;

Visto il decreto del medico provinciale di Roma in data 13 dicembre 1968 con il quale l'« Istituto S. Andrea per la cura dei tumori » è stato classificato ospedale specializzato provinciale;

Vista la nota del comitato regionale per la programmazione ospedaliera del Lazio con cui, tenuto conto delle precedenti indicazioni programmatiche, viene espresso parere favorevole alla fusione dei due enti ospedalieri in parola;

Sulla proposta del Ministro per la sanità, di concerto con il Ministro per l'interno;

Decreta:

1. — L'ente ospedaliero « Istituto S. Andrea per la cura dei tumori », con sede in Roma, si fonde con l'ente ospedaliero « Pio istituto di Santo Spirito ed ospedali riuniti di Roma ».

2. — Per effetto della fusione viene trasferito all'ente ospedaliero « Pio istituto di Santo Spirito ed ospedali riuniti di Roma » l'intero patrimonio dell'ente ospedaliero « Istituto S. Andrea per la cura dei tumori », nonchè tutti i suoi rapporti attivi e passivi, di qualunque natura, esistenti alla data del presente decreto, inerenti sia alla ordinaria gestione ospedaliera, sia alla costruzione del nuovo complesso ospedaliero oncologico, erigendo in Roma, località Grottarossa, come da legge 30 maggio 1965, n. 574 e decreto interministeriale 10 novembre 1965, n. 8581, e successivi provvedimenti che l'ente ospedaliero « Pio istituto di Santo Spirito ed ospedali riuniti di Roma » dovrà condurre a termine nel più breve tempo possibile.

3. — Allo stabilimento ospedaliero conferito dallo « Istituto S. Andrea per la cura dei tumori », in virtù della presente fusione, viene mantenuta la destinazione di ospedale specializzato oncologico. Per il funzionamento di tale stabilimento ospedaliero, il « Pio istituto

di Santo Spirito ed ospedali riuniti di Roma » si avvarrà, di massima, del personale attualmente inquadrato nei ruoli organici dell'« Istituto S. Andrea per la cura dei tumori ».

Anche all'erigendo complesso ospedaliero in Roma, località Grottarossa, dovrà essere assegnata la stessa destinazione.

4. — Il personale di cui sopra verrà inquadrato nei ruoli organici dell'ente ospedaliero « Pio istituto Santo Spirito ed ospedali riuniti di Roma » conservando le posizioni giuridiche ed economiche acquisite al momento della fusione, sentita una commissione all'uopo nominata presieduta da un magistrato amministrativo e composta da un rappresentante dell'ente ospedaliero « Pio istituto di Santo Spirito ed ospedali riuniti di Roma » e da persona, all'uopo da designarsi, idonea a rappresentare gli interessi del cessato ente ospedaliero « Istituto S. Andrea per la cura dei tumori ».

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 6 giugno 1970

SARAGAT

MARIOTTI — RESTIVO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° luglio 1970
Atti del Governo, registro n. 236, foglio n. 93. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° maggio 1970, n. **421**.

Autorizzazione alla fondazione « Giovanni Agnelli », con sede in Torino, ad acquistare un immobile.

N. 421. Decreto del Presidente della Repubblica 1° maggio 1970, col quale, sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, la fondazione « Giovanni Agnelli », con sede in Torino, viene autorizzata ad acquistare dai signori Luigi Sciolla Lagrange Pusterla, Maria Sciolla Lagrange Pusterla in Ciani e dott. Alberto Sciolla Lagrange Pusterla, per il prezzo di lire 90 milioni un immobile (costituito da una casa di civile abitazione), sito in Torino, in via Ormea n. 37 (angolo via Giacosa).

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 23 giugno 1970
Atti del Governo, registro n. 236, foglio n. 58. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 maggio 1970, n. **422**.

Autorizzazione all'Unione italiana dei ciechi, con sede in Roma, ad accettare una donazione e ad acquistare un immobile.

N. 422. Decreto del Presidente della Repubblica 12 maggio 1970, col quale, sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, l'Unione italiana dei ciechi, con sede in Roma, viene autorizzata:

a) ad accettare la donazione della somma di lire 580.000 disposta dal Lions club di Reggio Calabria, ente di diritto privato, con atto a rogito del dott. Francesco Battista, notaio in Reggio Calabria, in data 26 gennaio 1963, repertorio n. 30925, raccolta n. 1424, a favore dell'Unione italiana dei ciechi, sezione di Reggio Calabria, allo scopo di « sopperire alle urgenti ed inderogabili necessità dei ciechi della sezione suindicata »; la somma anzidetta risulta costituita dal valore nominale di sette buoni del tesoro novennali 5 %, 1964, elencati nello stesso atto notarile di donazione;

b) ad acquistare contestualmente al predetto atto notarile — come in effetti è già avvenuto — dal signor Iaria Antonino, per il prezzo convenuto di L. 580.000, corrispondente all'importo del valore nominale dei buoni del tesoro di cui innanzi « mediante accettazione a saldo dei titoli da parte del venditore », un lotto di terreno edificatorio della superficie complessiva di mq. 898,76, sito in territorio del comune di Reggio Calabria, sezione *B* Gallina, località via Arno.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 23 giugno 1970
Atti del Governo, registro n. 236, foglio n. 57. — CARUSO

DECRETO MINISTERIALE 10 giugno 1970.

Restituzione alla produzione per rotture di riso utilizzate nella industria degli amidi e del quellmehl e nella industria della birra.

IL MINISTRO PER LE FINANZE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 14 ottobre 1957, n. 1203, con la quale è stato ratificato e reso esecutivo il trattato istitutivo della Comunità economica europea;

Visto il regolamento CEE n. 359/67 adottato il 25 luglio 1967 dal consiglio delle Comunità europee, e successive modifiche ed aggiunte, concernente l'organizzazione comune del mercato del riso;

Visto il regolamento CEE n. 367/67 adottato il 25 luglio 1967 dal consiglio delle Comunità europee, e successive modifiche e aggiunte, che fissa, fra l'altro, la restituzione alla produzione per le rotture di riso utilizzate nell'industria della birra;

Visto il regolamento CEE n. 371/67 adottato il 25 luglio 1967 dal consiglio delle Comunità europee, e successive modifiche e aggiunte, che fissa, fra l'altro, la restituzione alla produzione per le rotture di riso utilizzate nella industria degli amidi e del quellmehl;

Visto il regolamento CEE n. 2085/68 adottato il 20 dicembre 1968 dalla commissione delle Comunità europee, e successive modifiche e aggiunte, concernente le modalità di liquidazione della restituzione alla produzione per le rotture di riso;

Visto l'articolo 9 del decreto-legge 20 febbraio 1968, n. 59, convertito nella legge 18 marzo 1968, n. 224, modificato dall'articolo 30 del decreto-legge 19 dicembre 1969, n. 947, convertito nella legge 11 febbraio 1970, n. 23, con il quale è stata accordata una restituzione alla produzione per le rotture di riso utilizzate nella industria degli amidi e del quellmehl e nella industria della birra nella misura e secondo i principi ed i criteri stabiliti dal regolamento comunitario n. 359/67 e dalle relative norme di applicazione nonchè dalle successive modifiche ed aggiunte;

Visto il decreto ministeriale 8 luglio 1924, (*Gazzetta Ufficiale* n. 195 del 20 agosto 1924) che approva il testo unico delle disposizioni di carattere legislativo in vigore per l'imposta sulla fabbricazione della birra, e successive modifiche e aggiunte, ed il regolamento per l'applicazione della imposta sulla fabbricazione della birra approvato con regio decreto 19 novembre 1874, n. 2248;

Vista la legge doganale 25 settembre 1940, n. 1424 ed il relativo regolamento di esecuzione approvato con regio decreto 13 febbraio 1896, n. 65, e successive modifiche ed aggiunte;

Vista la tariffa dei dazi doganali di importazione approvata con decreto presidenziale 26 giugno 1965, n. 723, e successive modifiche e aggiunte;

Visto il decreto ministeriale 22 ottobre 1969 (*Gazzetta Ufficiale* n. 286 del 12 novembre 1969) con il quale viene disposto l'accentramento presso l'intendenza di finanza di Roma del servizio relativo ai pagamenti delle somme dovute a titolo di restituzione, alla esportazione o alla produzione, dei prelievi o dei dazi per i prodotti che formano oggetto della disciplina agricola della Comunità economica europea;

Decreta:

Art. 1.

Ai fini del controllo dell'utilizzo delle rotture di riso nella fabbricazione dell'amido e del quellmehl, da ammettere alla restituzione alla produzione ai termini dell'art. 9 del decreto-legge 20 febbraio 1968, n. 59, convertito nella legge 18 marzo 1968, n. 224, modificato dall'art. 30 del decreto-legge 19 dicembre 1969, n. 947, convertito nella legge 11 febbraio 1970, n. 23, il fabbricante deve presentare alla direzione della circoscrizione doganale, ove ha sede lo stabilimento, una dichiarazione di lavoro nella quale devono essere indicati la quantità di rotture di riso che si intende impiegare, il prodotto da ottenere, il giorno e l'ora della lavorazione.

Il fabbricante è altresì obbligato alla tenuta di un registro di carico e scarico, previamente vidimato dalla dogana, in cui dovranno essere annotate di volta in volta:

nella parte del carico, la quantità e la data di arrivo delle rotture di riso allo stabilimento nonchè il nominativo della ditta fornitrice e gli estremi della relativa fattura. Qualora trattisi di rotture di riso importate, in luogo della fattura saranno annotati gli estremi della bolletta di importazione con l'indicazione del Paese di provenienza;

nella parte dello scarico, la quantità delle rotture di riso passate in lavorazione.

Art. 2.

La lavorazione delle rotture di riso destinate alla fabbricazione dell'amido e del quellmehl deve avvenire mediante macerazione con impiego di una soluzione sodica a gradazione superiore a 0,3 gradi Beaumé o con impiego di acqua trattata con anidride solforosa o altri acidi minerali.

A cura della circoscrizione doganale, cui è stata presentata la dichiarazione di lavoro, saranno disposte le modalità di controllo da esercitarsi da parte della dogana o della guardia di Finanza, fino alla macerazione delle dette rotture di riso.

Dell'avvenuta macerazione sarà redatto apposito processo verbale in concorso col fabbricante.

Art. 3.

Ai fini del controllo dell'utilizzo delle rotture di riso nella fabbricazione della birra da ammettere alla restituzione alla produzione ai termini dell'art. 9 del decreto-legge 20 febbraio 1968, n 59, convertito nella legge 18 marzo 1968, n. 224, modificato dall'art. 30 del decreto-legge 19 dicembre 1969, n. 947, convertito nella legge 11 febbraio 1970, n. 23, il fabbricante deve presentare al competente ufficio tecnico delle imposte di fabbricazione la prescritta dichiarazione di lavoro nella quale devono essere indicati la quantità di rotture di riso che si intende impiegare, nonchè il giorno e l'ora della lavorazione.

Le quantità di rotture di riso introdotte nello stabilimento ove avviene la fabbricazione della birra sono assunte in carico sul prescritto registro delle lavorazioni e di volta in volta scaricate all'atto dell'impiego.

Sulla base dei controlli effettuati anche attraverso i dati riportati sul registro delle lavorazioni e dei quantitativi di birra ottenuta sarà redatto apposito processo verbale, in concorso col fabbricante, dell'avvenuta utilizzazione.

Art. 4.

L'istanza di restituzione alla produzione di cui ai precedenti articoli deve essere presentata dal produttore di rotture di riso, o dal fabbricante trasformatore purchè siavi il consenso espresso per iscritto, nel termine previsto dalle vigenti disposizioni, corredata della fattura di vendita, o copia conforme, alle industrie utilizzatrici e del verbale di lavorazione.

Qualora la restituzione alla produzione spetti per le rotture di riso importate, in luogo della fattura deve essere presentata copia della bolletta doganale di importazione.

Il termine previsto per la presentazione dell'istanza di restituzione decorre dalla data del verbale di lavorazione.

Art. 5.

In caso di rotture di riso destinate all'utilizzazione in altro Paese membro della Comunità economica europea l'istanza di restituzione alla produzione deve essere corredata del documento prescritto dalle disposizioni adottate dai competenti organi della Comunità economica europea, attestante l'avvenuto utilizzo delle rotture di riso nel Paese membro di destinazione.

Il termine di cui al precedente articolo decorre dalla data di consegna all'interessato del documento di cui al precedente comma da parte della competente dogana.

Art. 6.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 10 giugno 1970

Il Ministro per le finanze
PRETI

Il Ministro per il tesoro
COLOMBO

(6232)

DECRETO MINISTERIALE 24 giugno 1970.

Nomina dei revisori ufficiali dei conti per la 1ª sessione 1969.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto l'art. 11 del regio decreto-legge 24 luglio 1936, n. 1548, convertito, con modificazioni, nella legge 3 aprile 1937, n. 517;

Viste le proposte rassegnate per la prima sessione ordinaria del 1969 della commissione centrale, istituita a norma dello stesso art. 11, nominata con decreto ministeriale 12 maggio 1950, confermata con altro decreto 16 luglio 1955 e rinnovata con decreto ministeriale 1° luglio 1965, registrato alla Corte dei conti il 4 agosto 1965;

Decreta:

Sono nominati revisori ufficiali dei conti gli aspiranti di cui all'elenco allegato.

Roma, addì 24 giugno 1970

Il Ministro: REALE

Elenco nominativo dei revisori ufficiali dei conti relativo alla 1ª sessione 1969

COGNOME E NOME	Data di nascita	Luogo di nascita	Residenza	Iscrizione albi professionali
1. Actis Caporale Giovanni	26- 1-1909	Caluso	Torino	Albo dei ragionieri
2. Adonnino Pietro	6-11-1929	Roma	Roma	Albo degli avvocati
3. Aghem Maurizio	26-10-1927	Torino	Torino	Albo dei ragionieri
4. Ammannati Adolfo	30- 4-1940	Milano	Milano	Albo dei ragionieri
5. Anichini Adriano	10- 9-1932	Greve	Firenze	Albo dei dottori commercialisti
6. Ardigò Emilio	31- 3-1920	Casalbuttano	Cremona	Albo dei dottori commercialisti
7. Armanini Walter	26- 2-1937	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
8. Arrighi Leo	15- 2-1905	Castel del Piano	Siena	Non iscritto
9. Arrò Mario	23- 9-1906	Favria Canavese	Torino	Albo dei ragionieri
10. Ballerio Eugenio	26- 1-1938	Brescia	Brescia	Albo dei dottori commercialisti
11. Barni Giuseppe	12- 6-1909	Frosinone	Roma	Albo dei dottori commercialisti
12. Bartolomeo Vincenzo	15- 2-1918	Messina	Cagliari	Non iscritto
13. Bellotti Vittorio	24- 5-1933	Milano	Milano	Albo dei ragionieri
14. Benini Carlo	12-12-1920	Lucca	Milano	Non iscritto
15. Beretta Alberto	15- 9-1934	Bergamo	Milano	Albo dei dottori commercialisti
16. Bertolini Mauro	19-10-1928	Isera	Rovereto	Albo degli avvocati
17. Bianchi Cesarino	6- 7-1938	Como	Como	Albo dei ragionieri
18. Biferale Ettore	5- 6-1923	Roma	Roma	Albo dei ragionieri
19. Bigliocca Lauro	19- 6-1939	Gattinara	Biella	Albo dei dottori commercialisti
20. Bino Bernardino	30- 1-1906	Cuneo	Torino	Non iscritto
21. Boccato Umberto	27-12-1906	Oderzo	Treviso	Non iscritto
22. Boifava Bernardo	6- 2-1921	Chiari	Chiari	Albo dei ragionieri
23. Bonaccorsi Santo	10-11-1909	Catania	Catania	Albo dei dottori commercialisti
24. Bonaveri Carlo	5- 9-1913	Bologna	Bologna	Albo dei dottori commercialisti
25. Bonissone Mario	4- 3-1905	Alessandria	Genova	Non iscritto
26. Bordoli Giorgio	18- 5-1935	Varese	Como	Albo dei dottori commercialisti
27. Borsella Angelo	1- 2-1903	Napoli	Napoli	Albo dei dottori commercialisti
28. Boscagli Athos	7- 7-1921	Trequanda	Poggibonsi	Albo dei ragionieri
29. Bracci Remigildo	5- 2-1937	Roma	Roma	Albo dei dottori commercialisti
30. Bracco Giorgio	25- 7-1901	Palermo	Roma	Non iscritto
31. Bragaglia Argentino	9- 9-1908	Bologna	Bologna	Albo dei dottori commercialisti
32. Brattelli Armando	26- 7-1902	Lecce	Bari	Albo dei dottori commercialisti
33. Brescia Antonio	29- 5-1931	Molfetta	Terni	Albo dei ragionieri
34. Caccavalle Rocco Roberto	23-10-1929	Marigliano	Marigliano	Albo dei dottori commercialisti
35. Cagidemetrio Giorgio	28- 3-1918	Rodi	Piacenza	Albo dei dottori commercialisti
36. Canelli Teresio	14- 5-1925	Torino	Torino	Albo dei dottori commercialisti
37. Canevari Romano	13- 8-1929	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
38. Canova Claudio	27- 7-1928	Trieste	Milano	Albo dei ragionieri
39. Cantagalli Gianfranco	15-10-1935	Roma	Roma	Albo dei dottori commercialisti
40. Caputo Nicola	23- 6-1937	Teverola	Teverola	Albo dei dottori commercialisti
41. Caratozzolo Matteo	26- 3-1939	Gioia Tauro	Roma	Albo dei dottori commercialisti
42. Cardelli Giovanni	13- 4-1912	Cesena	Assisi	Non iscritto
43. Carminati Augusto	19- 1-1928	Treviglio	Schio	Non iscritto
44. Carrara Paolo	26- 5-1934	Nembro	Milano	Albo dei dottori commercialisti
45. Casadio Pirazzoli Paolo	5- 5-1935	Imola	Imola	Albo dei dottori commercialisti
46. Castellani Giuseppe	25- 2-1923	Caserta	Caserta	Albo dei dottori commercialisti

COGNOME E NOME	Data di nascita	Luogo di nascita	Residenza	Iscrizione albi professionali
47. Cataldi Luigi	21- 2-1920	Cervaro	Napoli	Albo degli avvocati
48. Cavallaro Antonino	16- 1-1914	Brancaleone	Roma	Non iscritto
49. Cavallo Pietro	29- 6-1914	Ostuni	Roma	Albo degli avvocati
50. Cavicchi Giovanni Maria	7- 1-1940	Pordenone	Pordenone	Albo dei ragionieri
51. Cecconi Osvaldo	12- 7-1926	Roma	Roma	Albo dei dottori commercialisti
52. Cecere Gennaro	18-10-1936	Aversa	Aversà	Albo dei dottori commercialisti
53. Cenini Pietro	21-10-1903	Castelcovati	Chiari	Albo dei ragionieri
54. Ceriani Alessandro	13- 6-1925	Milano	Milano	Albo degli avvocati
55. Ceriani Angelo	19- 7-1925	Olgiate Olona	Legnano	Albo dei ragionieri
56. Chiarella Stefano	3- 3-1905	Genova	Arenzano	Non iscritto
57. Chiari Nello	13- 7-1909	Parma	Roma	Non iscritto
58. Cicardi Ernesto	4- 5-1920	Savignone	Roma	Albo dei dottori commercialisti
59. Cigolini Fausto	10- 7-1922	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
60. Coda Vittorio	5- 7-1935	Biella	Milano	Albo dei dottori commercialisti
61. Colturani Emilio	24- 8-1914	Casirate d'Adda	Milano	Non iscritto
62. Confortini Ezio	9- 6-1934	Milano	Milano	Albo dei ragionieri
63. Conte Luigi	2- 2-1918	Cerignola	Cerignola	Albo dei ragionieri
64. Conterno Carlo	12-10-1911	Buia	Torino	Non iscritto
65. Contursi Giovanni	19- 8-1906	Cassano Murge	Roma	Non iscritto
66. Costigliolo Angelo	25- 9-1936	Genova	Genova	Albo dei ragionieri
67. Crida Vittorio	12-11-1900	Piverone Canavese	Torino	Albo dei dottori commercialisti
68. Croxatto Umberto	8- 1-1925	Borghetto Vara	Milano	Albo dei dottori commercialisti
69. Croxatto Giancarlo	5- 7-1933	Genova	Genova	Albo dei dottori commercialisti
70. Crupi Lorenzo	22- 3-1931	Locadi	Roma	Non iscritto
71. Cucchiarelli Mario	24- 2-1933	Cori	Latina	Albo dei dottori commercialisti
72. D'Agnolo Paolo	28- 8-1941	Trieste	Trieste	Albo dei ragionieri
73. Dalmasso Ennio	16- 2-1928	Roma	Cagliari	Non iscritto
74. Deambrogio Francesco	13- 1-1910	Casale Monf.	Casale Monf.	Non iscritto
75. De Arcangelis Donato	24- 1-1911	Casalbordino	Roma	Albo dei dottori commercialisti
76. De Chiara Aldo	7- 1-1934	Salerno	Roma	Non iscritto
77. De Lorenzo Gaetano	3- 3-1929	Messina	Messina	Albo dei dottori commercialisti
78. Del Vita Bruno	3- 1-1938	Montevarchi	S. Giovanni Valdarno	Albo dei ragionieri
79. Demicheli Pierantonio	24- 8-1937	Bergamo	Bergamo	Albo dei dottori commercialisti
80. De Molli Morandi Oreste	14- 4-1916	Olgiate Olona	Busto Arsizio	Albo dei dottori commercialisti
81. de Nardin Sergio	19-12-1913	Carrara	Bari	Albo dei dottori commercialisti - Elenco speciale
82. De Re Claudio	9- 8-1941	Milano	Milano	Albo dei ragionieri
83. Di Lauro Francesco	25- 1-1938	Casagiove	Casagiove	Albo dei ragionieri
84. di Majo Federico	2- 2-1937	Milano	Milano	Albo dei procuratori legali
85. Diozzi Oscar	13- 4-1935	Milano	Somma Lombardo	Albo dei dottori commercialisti
86. Diviccaro Luigi	1- 9-1930	Barletta	Barletta	Albo dei ragionieri
87. Dorotea Giuseppe	28- 2-1924	Tolmezzo	Tolmezzo	Albo dei ragionieri
88. Drago Giuseppe	11- 6-1909	Catania	Roma	Non iscritto
89. Duchetti Romano	23- 7-1933	Roma	Roma	Albo dei dottori commercialisti
90. Durante Alfredo	30- 6-1933	Genova	Diano Marina	Albo dei dottori commercialisti
91. Eghenter Nino	17- 4-1927	Trento	Trento	Albo degli avvocati
92. Ferrario Ambrogio	10- 9-1912	Bollate	Bollate	Non iscritto
93. Ferraro Carlo	10- 4-1937	Andorno Micca	Biella	Albo dei dottori commercialisti
94. Filippa Roberto Massimo	26-10-1939	Asti	Milano	Albo dei dottori commercialisti
95. Fragalà Salvatore	25-11-1911	Riposto	Torino	Albo dei dottori commercialisti
96. Fratta Luigi	19- 6-1912	Sissa	Castelleone	Albo dei dottori commercialisti
97. Fronza Dario	31- 1-1906	Civezzano	Trento	Albo dei dottori commercialisti
98. Gamba Pierluigi	4- 4-1938	Brescia	Brescia	Albo dei dottori commercialisti e Albo dei ragionieri
99. Gambarino Carlo	28- 8-1937	Torino	Torino	Albo dei dottori commercialisti
100. Gariglio Carlo	15- 8-1907	Torino	Torino	Albo dei dottori commercialisti
101. Gemmo Vito	25-12-1938	Noventa Vicentina	Torino	Albo dei ragionieri
102. Ghio Enrico	18- 8-1923	Genova	Genova	Albo dei dottori commercialisti
103. Giordano Giovanni	2-11-1919	Saluzzo	Cuneo	Albo dei dottori commercialisti
104. Giordano Guglielmo	16- 2-1903	Frascarolo	Gallarate	Non iscritto

COGNOME E NOME	Data di nascita	Luogo di nascita	Residenza	Iscrizione albi professionali
105. Giorgi Gaetano . . .	16- 9-1922	Roma	Roma	Non iscritto
106. Giraldi Arrigo . .	16- 9-1919	Prato	Prato	Albo dei dottori commercialisti
107. Giulini Paolo	30- 3-1932	Milano	Milano	Albo dei ragionieri
108. Gnech Lodovico	31-12-1920	Milano	Milano	Non iscritto
109. Gnudi Piero	17- 5-1938	Bologna	Bologna	Albo dei dottori commercialisti
110. Grassi Catapano Renzo	28-10-1941	La Spezia	La Spezia	Albo dei dottori commercialisti
111. Grassi Ugo .	6- 9-1927	Torino	Torino	Albo dei ragionieri
112. Grassini Maria Giovanna .	25- 2-1938	S. Vittore Olona	S. Vittore Olona	Albo dei ragionieri
113. Grazioli Alberto .	30-12-1926	Verona	Vicenza	Albo dei ragionieri
114. Greco Antonio .	18- 9-1928	Petacciato	Formia	Albo dei dottori commercialisti
115. Grosselli Attilio .	25-12-1912	Bologna	Milano	Albo dei dottori commercialisti
116. Guarino Michele .	29-10-1929	Salerno	Brescia	Albo degli avvocati
117. Guarneri Enea .	10- 7-1930	Brescia	Passirano	Albo dei dottori agronomi
118. Guerra Italo .	24- 3-1921	Taranto	Fano	Albo dei dottori commercialisti e dei ragionieri
119. Kessler Bruno	17- 2-1924	Cogolo di Pejo	Trento	Albo degli avvocati
120. Ianniello Andrea	7- 2-1917	Sulmona	Caserta	Albo dei dottori commercialisti
121. Imbrosciano Carlo .	6- 2-1928	Sorrento	Isola Liri	Albo dei ragionieri
122. Ingletti Mario .	3-12-1896	Tricase	Tricase	Non iscritto
123. Lamanna Alfio .	7- 1-1939	Genova	Genova	Albo dei ragionieri
124. La Mattina Antonino .	19-11-1904	Palermo	Roma	Non iscritto
125. Lanza Giorgio . .	18- 7-1910	Venezia	Venezia	Albo dei dottori commercialisti
126. La Rosa Giovannino detto Giovanni	25- 5-1935	Stromboli-Lipari	Milano	Albo dei ragionieri
127. Lava Giovanni .	4-10-1909	Castelletto d'Orba	Alessandria	Non iscritto
128. Loperfido Francesco .	3-11-1915	Roma	Roma	Albo dei dottori commercialisti - Elenco speciale
129. Luparia Diego .	19- 8-1922	Ponte S. Nicolò	Pisticci	Non iscritto
130. Lupo Alfonso . . .	8- 1-1924	Napoli	Napoli	Albo degli avvocati
131. Magarelli Mauro . .	14-10-1922	Molfetta	Molfetta	Albo dei ragionieri
132. Maglie Cosimo . . .	2- 1-1933	Latiano	Milano	Albo degli avvocati
133. Mamone Vincenzo . .	8-10-1897	Fabrizia	Roma	Albo dei dottori commercialisti
134. Manfredi Alessio	2- 1-1936	Gattatico	Parma	Albo dei ragionieri
135. Marandola Maria .	9- 6-1923	Napoli	Napoli	Albo dei procuratori legali
136. Marchesini Terenzio	30-10-1904	Vicenza	Vicenza	Non iscritto
137. Mariani Gino	3- 3-1903	Casalbordino	Napoli	Non iscritto
138. Marino Giuseppe .	20- 6-1936	Catania	Catania	Albo dei ragionieri
139. Marinozzi Vincenzo . .	26- 9-1927	Amelia	Roma	Non iscritto
140. Marsili Gino .	20- 9-1896	Lucca	Lucca	Non iscritto
141. Martinetto Mario . .	24- 4-1906	Genova	Genova	Non iscritto
142. Mascheroni Eugenio .	10- 8-1938	Milano	Montevecchia	Albo dei dottori commercialisti
143. Matteini Alfredo .	3- 5-1910	Alessandria	Genova	Albo dei dottori commercialisti
144. Mazzi Mario .	7- 5-1913	Pietrasanta	Milano	Albo degli avvocati
145. Mazzitelli Antonio . . .	11- 3-1915	Reggio Calabria	Reggio Calabria	Albo degli avvocati
146. Mazzolini Oscarre .	4- 5-1916	Friedau (Austria)	Milano	Non iscritto
147. Mele Enrico . .	20-11-1923	Roma	Matera	Non iscritto
148. Mello Teggia Adriano . .	20- 5-1938	Portsmouth (Inghilterra	Biella	Albo dei dottori commercialisti
149. Menicucci Marcello . .	8- 7-1928	Roma	Roma	Non iscritto
150. Migliore Benedetto . . .	3- 8-1939	Palermo	Palermo	Albo dei dottori commercialisti
151. Migliorini Angelo . . .	23-12-1930	Stazzema	Pietrasanta	Albo dei geometri
152. Minichini Vincenzo	15-10-1902	Napoli	Roma	Albo dei dottori commercialisti
153. Mirto Giuseppe . .	2- 8-1906	Palermo	Palermo	Albo dei ragionieri
154. Molina Cesare . . .	24- 7-1907	Novara	Vigevano	Albo dei dottori commercialisti
155. Molteni Paolo . .	16-10-1936	Bergamo	Bergamo	Albo dei dottori commercialisti
156. Monti Vittorio . .	5- 9-1936	Roma	Napoli	Albo dei ragionieri
157. Morgantini Savino . .	5- 9-1924	Sarteano	Roma	Albo dei ragionieri
158. Nuti Luigi . . .	18-12-1909	S. Vito a Tagliamento	Roma	Non iscritto
159. Orler Aldo .	19- 8-1921	Trento	Trento	Albo dei dottori commercialisti
160. Padovano Sergio .	14- 2-1926	Bari	Firenze	Non iscritto
161. Pajardi Giuseppe	24-10-1937	Crema	Milano	Albo dei ragionieri

COGNOME E NOME	Data di nascita	Luogo di nascita	Residenza	Iscrizione albi professionali
162. Papazzoni Ettore	6- 5-1932	Fiorano	Modena	Albo dei ragionieri
163. Parodi Giuseppe	4- 3-1916	Genova	Milano	Albo dei dottori commercialisti
164. Pelliciardi Carlo Alberto	4- 8-1940	Modena	Sassuolo	Albo dei dottori commercialisti
165. Percival Giuseppe	16- 3-1911	Torino	Torino	Non iscritto
166. Perrone Mario	7- 6-1937	Roma	Roma	Albo dei dottori commercialisti
167. Pessina Lorenzo	20- 5-1925	Sesto S. Giovanni	Milano	Albo dei dottori commercialisti
168. Piaggio Giuseppe	8- 3-1928	Aosta	Aosta	Albo dei dottori commercialisti
169. Picella Raffaele	18- 8-1934	Napoli	Roma	Non iscritto
170. Pierotti Flaminio	30- 3-1914	Cascina	Pontedera	Albo dei dottori commercialisti
171. Pistolesi Luciano	23- 1-1926	Cecina	Roma	Non iscritto
172. Pitteri Angelo	1- 1-1909	Portogruaro	Padova	Albo dei dottori commercialisti
173. Podestà Claudio	8- 5-1939	Arezzo	Milano	Albo dei dottori commercialisti
174. Poggiali Gian Paolo	17- 1-1931	Firenze	Firenze	Albo dei dottori commercialisti
175. Potestà Girolamo	28- 5-1940	Ragusa	Milano	Albo dei dottori commercialisti
176. Pozzi Erminio	24- 4-1909	Gallarate	Gallarate	Albo dei dottori commercialisti
177. Prati Franco	23- 8-1923	Bottarone	Como	Albo dei ragionieri
178. Premoli Giuseppe	7- 2-1931	Cantello	Cantello	Albo dei dottori commercialisti
179. Prester Alberto	22- 5-1924	Trieste	Trieste	Albo dei ragionieri
180. Provaroni Gino	20- 9-1917	Poggio Bustone	Roma	Albo dei dottori commercialisti
181. Quaglia Edoardo	18- 2-1924	Reggio Emilia	Tolmezzo	Albo degli avvocati
182. Rainero Cesare	19- 8-1912	Erba	Milano	Albo dei dottori commercialisti
183. Ramonda Giuseppe	31- 1-1914	Fossano	Torino	Albo dei ragionieri
184. Rendini Luigi	22- 6-1911	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
185. Ricciarini Gianfranco	9- 1-1935	Rimini	Roma	Albo dei ragionieri
186. Ricevuti Angelo	3- 4-1911	Milano	Milano	Non iscritto
187. Richieri Bruno	8- 4-1940	Milano	Moncalieri	Albo dei dottori commercialisti
188. Righini Ido	6-12-1928	Argenta	S Donato Milanese	Albo degli ingegneri
189. Rinaldi Renato	2- 8-1926	Allumiere	Cagliari	Non iscritto
190. Rizzi Nicola	10- 6-1922	Barletta	Barletta	Albo dei dottori commercialisti
191. Robotti Carlo	20- 5-1931	Torino	Torino	Albo dei dottori commercialisti
192. Rocca Francesco	25- 6-1932	Roma	Palermo	Albo dei dottori commercialisti
193. Romanò Carlo	19-10-1931	Milano	Saronno	Non iscritto
194. Rosaia Giuliano	13- 5-1931	La Spezia	La Spezia	Albo dei dottori commercialisti
195. Rossi Giuseppe	1- 5-1923	Roma	Roma	Albo dei dottori commercialisti
196. Sala Riccardo	25- 5-1917	Vigevano	Vigevano	Non iscritto
197. Salemme Pasquale	1- 8-1908	Napoli	Napoli	Albo dei dottori commercialisti
198. Sandali Rodolfo	9- 4-1911	Pola	Milano	Albo dei dottori commercialisti
199. Sanna Franco	9- 5-1936	Anela	Torino	Albo dei ragionieri
200. Santoro Michele	24- 7-1901	Castellammare di Stabia	Milano	Non iscritto
201. Santucci Francesco	16- 7-1898	Sulmona	Roma	Non iscritto
202. Sarasso Francesco	1- 4-1910	Prarolo	Vercelli	Albo dei dottori commercialisti - Elenco speciale
203. Scalmana Matteo	1- 9-1901	Casalmoro	Milano	Non iscritto
204. Schirò Donato	12- 3-1917	Barile	Milano	Albo dei ragionieri
205. Schowich Luigi	15- 2-1923	Caserta	Roma	Albo dei dottori commercialisti - Elenco speciale
206. Sciacca Orazio	6- 7-1911	Giarre	Roma	Non iscritto
207. Sciuto Angelo	22- 1-1935	Palermo	Roma	Albo dei dottori commercialisti
208. Scotti Filippo	4-11-1935	Milano	Milano	Albo dei dottori commercialisti
209. Seghezza Riccardo	25-12-1908	Genova	Roma	Non iscritto
210. Sepco Edoardo	7- 7-1937	Berdiansk	Milano	Albo dei ragionieri
211. Serra Ugo	15- 1-1935	Genova - Bolzaneto	Genova	Albo dei dottori commercialisti
212. Sgambati Raffaele	9- 9-1914	Pescara	Pescara	Albo dei dottori commercialisti
213. Sgroi Giuseppe	20- 9-1934	Trieste	Milano	Albo dei ragionieri
214. Siano Giovanni	3- 5-1938	Napoli	Milano	Albo dei dottori commercialisti
215. Sonnati Pietro	30- 7-1912	Firenze	Firenze	Albo dei ragionieri
216. Spera Francesco	24- 2-1905	Montecalvo Irpino	Bologna	Albo dei dottori commercialisti
217. Spinola Gastone	4- 7-1914	Città della Pieve	Roma	Non iscritto
218. Tacchi Giorgio	13- 6-1934	Pisa	Schio	Non iscritto
219. Taccini Osvaldo	24- 7-1909	S. Stefano Magra	Milano	Non iscritto

COGNOME E NOME	Data di nascita	Luogo di nascita	Residenza	Iscrizione albi professionali
220. Tegon Rino .	7- 9-1921	Venezia	Milano	Albo dei dottori commercialisti
221. Tomasin Giancarlo .	19- 6-1934	Padova	Venezia	Albo dei dottori commercialisti
222. Torrente Carmelo	20- 7-1936	La Spezia	Genova	Albo dei dottori commercialisti
223. Toselli Gianfranco .	26-10-1929	Bassano del Grappa	Bassano del Grappa	Albo dei procuratori legali
224. Traversa Giovanni .	14- 1-1906	Reggio Calabria	Bari	Albo dei dottori commercialisti
225. Trevisi Cesare .	1- 1-1917	Chiari	Chiari	Albo dei ragionieri
226. Turina Bruno .	19- 5-1929	Zara	Trieste	Albo dei ragionieri
227. Urich Gabriella in Padula	17- 3-1939	Leopoli	Napoli	Albo dei dottori commercialisti
228. Vannozzi Renato .	18-11-1926	Firenze	Firenze	Albo dei periti agrari
229. Vedda Antonino .	25- 2-1905	Licata	Roma	Albo dei dottori commercialisti Elenco speciale
230. Vegni Raoul .	15- 6-1916	Forlì	Forlì	Albo dei dottori commercialisti
231. Venchiarutti Terenzio .	11- 8-1909	Warazdino	Codroipo	Non iscritto
232. Venier Marco .	23-10-1935	Barbata	Bergamo	Albo dei dottori commercialisti
233. Ventre Pasquale .	10- 9-1920	Napoli	Napoli	Albo dei dottori commercialisti
234. Venturini Ivio .	27- 4-1920	Ancona	Ancona	Albo dei dottori commercialisti
235. Vidoni Piero	17- 1-1934	Udine	Udine	Albo dei ragionieri
236. Vigo Franco .	6-12-1919	Mede-Goido	Milano	Albo dei dottori commercialisti
237. Villa Roberto .	20-12-1920	Settala	Milano	Non iscritto
238. Vitali Ezio	9- 4-1921	Imola	Reggio Calabria	Albo dei dottori commercialisti
239. Zanone Giacomo .	12-10-1927	Gravellona Toce	Milano	Albo dei dottori commercialisti
240. Zappi Giancarlo .	29- 8-1938	Imola	Imola	Albo dei ragionieri
241. Zerbi Tommaso Francesco . .	27- 3-1908	Cermenate	Milano	Albo dei dottori commercialisti
242. Zuccardi Merli Enrico .	11-10-1937	Bergamo	Brescia	Albo dei dottori commercialisti

(6421) Roma, addì 12 giugno 1970 *Il presidente*: PITTIRUTI

DECRETO MINISTERIALE 18 giugno 1970.

Classificazione tra le provinciali di una strada in provincia di Siena.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Viste le leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014;

Ritenuto che il consorzio unico per la bonifica della Val di Chiana Romana e Val di Tresa, con sede a Chiusi (Siena), ha chiesto ai sensi della legge 12 febbraio 1958, n. 126, la classificazione tra le provinciali della strada di bonifica « della Montagna », che si diparte dal comune di Sarteano (innesto strada statale n. 478) e termina al comune di San Casciano dei Bagni (innesto strada statale n. 321), dell'estesa di km. 13+000;

Ritenuto che l'amministrazione provinciale di Siena si è pronunciata in proposito negativamente con nota 6 settembre 1966, n. 1451;

Ritenuto che il Consiglio superiore dei lavori pubblici con voto 17 gennaio 1967, n. 53, ha espresso il parere che la strada suindicata possa essere classificata provinciale;

Ritenuto che l'amministrazione provinciale anzidetta, interpellata in proposito, con delibera 12 settembre 1967, n. 1024, ha espresso nuovamente parere contrario alla classificazione della strada in parola tra le provinciali, facendo presente che la strada stessa avrebbe piuttosto i requisiti di strada statale;

Ritenuto che il Consiglio di Stato, con parere interlocutorio, ha espresso l'avviso che sia da sentire ai sensi dell'art. 3 della citata legge n. 126 il consiglio d'amministrazione dell'Azienda nazionale autonoma per le strade, ed il Ministero dell'agricoltura e foreste per accertare la eventuale sussistenza del requisito di cui allo art. 4/*d* - seconda parte, della citata legge n. 126;

Visto il voto n. 1144 del 23 settembre 1969, con il quale il consiglio d'amministrazione dell'A.N.A.S., ha espresso parere contrario alla statizzazione della strada di che trattasi;

Vista la nota n. 286/498 del 14 febbraio 1969, del Ministero dell'agricoltura e foreste, con la quale la strada « della Montagna » viene riconosciuta « necessaria per la valorizzazione di importanti attività agricole » e, quindi, in possesso dei requisiti (art. 4/*d*) per essere provincializzata;

Visto l'atto n. 1487/67 in data 24 febbraio 1970, con il quale il Consiglio di Stato ha espresso il parere che la strada di cui sopra sia da classificare provinciale;

Ritenuto, quindi, che la strada suddetta può essere classificata provinciale ai sensi dell'art. 5 della legge n. 126;

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti delle leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014, è classificata provinciale la strada di bonifica « della Montagna », della estesa di km. 13+000 (salvo più precise misurazioni all'atto del trasferimento dall'ente cedente al cessionario).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 18 giugno 1970

Il Ministro: LAURICELLA

(6234)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Provvedimento n. 13/1970 del 30 giugno 1970. Fondo di compensazione per l'unificazione delle tariffe elettriche. Integrazione alle piccole imprese elettriche non trasferite all'Enel. I - Nuove imprese ammesse all'integrazione. II - Domande di ammissione non accolte. III - Integrazione a decorrere dal III bimestre 1970.

IL COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Visti i decreti legislativi luogotenenziali 19 ottobre 1944, n. 347 e 23 aprile 1946, n. 363;

Visti i decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 22 aprile 1947, n. 283 e 15 settembre 1947, n. 896, e successive disposizioni;

Visto il provvedimento C.I.P. n. 1157 del 18 gennaio 1967 con il quale sono state ammesse all'integrazione a carico del fondo di compensazione, successivamente al 31 dicembre 1966, n. 59 imprese elettriche distributrici non trasferite all'Enel;

Visto il provvedimento C.I.P. n. 1158 del 18 gennaio 1967 con il quale sono state stabilite le integrazioni da corrispondere alle imprese elettriche minori non trasferite all'Enel di cui al provvedimento n. 1157 ed il provvedimento C.I.P. n. 1196 del 22 giugno 1968 riguardante le integrazioni per le imprese elettriche minori trasferite all'Enel;

Visto il provvedimento C.I.P. n. 1198 del 31 luglio 1968 con il quale è stata costituita una Commissione tecnica di vigilanza sulle imprese elettriche minori ammesse ad integrazione;

Visto il provvedimento C.I.P. n. 1224 del 20 gennaio 1969 al comma *b*) punto 1) ha riaperto i termini per la presentazione di nuove domande di ammissione alle integrazioni corrisposte dal fondo di compensazione;

Considerato che le imprese elettriche distributrici si trovano nella necessità di fruire con tempestività delle integrazioni di prezzo loro spettanti per ogni esercizio annuale onde poter assicurare i servizi della produzione e della distribuzione della energia elettrica;

Considerato che per consentire l'espletamento di un piano organico di riordinamento e sviluppo degli impianti di produzione e di distribuzione è necessario estendere le integrazioni ad un triennio, salvo modifiche nella misura della integrazione nei casi in cui, dai controlli effettuati dalla Commissione di vigilanza, non risultassero eseguiti i lavori di riordinamento sopra indicati; come pure di confermare l'istituto della ulteriore integrazione quando venga accertato che le imprese non si trovino nella condizione economica di assicurare il servizio;

Sentita la Commissione centrale dei prezzi (art. 2 del decreto legislativo luogotenenziale 19 ottobre 1944, n. 347) d'intesa con il Ministero del tesoro ai sensi del decreto legislativo 26 gennaio 1948, n. 98;

Delibera:

I. — *Nuove imprese ammesse all'integrazione.*

In aggiunta alle imprese elencate nel provvedimento C.I.P. n. 1157 del 18 gennaio 1967, sono accolte le domande per l'ammissione a carico del fondo di compensazione per l'unificazione delle tariffe elettriche, dal III bimestre del 1970 e fino al 30 aprile 1973, le seguenti 15 imprese elettriche distributrici, non trasferite all'Enel, che hanno venduta energia elettrica all'utenza diretta nel 1969 e che hanno presentata la prescritta domanda a norma del provvedimento n. 1224 del 20 gennaio 1969, comma 4), punto 1):

1. Azienda elettrica comunale di Linosa - Gestione Selis-Linosa (Agrigento).
2. Società idroelettrica del Carpino - Napoli.
3. Garga soc. el. per azioni - Cassano Jonio (Cosenza).
4. Società immobiliare calabra - Ferdinandea di Stilo (Reggio Calabria).
5. Stabilimenti penali di Pianosa (Livorno).
6. Casa di lavoro all'aperto di Gorgona (Livorno).
7. Azienda elettrica ing. Ito Serafini - Visso (Macerata).
8. Comune di Cannara (Perugia).
9. Impresa elettrica cav. Nunzio Antonecchia - Casalciprano (Campobasso).
10. Società elettrica Musellarese - Musellaro (Perugia).
11. Comune di Montecompatri az. elettrica - Roma.
12. S.I.I.A. - Soc. iniziative turistiche alberghiere - Nova Levante (Bolzano).
13. S I M E L - S.r.l. Altomonte (Cosenza).
14. Az. municipale acqua e luce - Enna.
15. Consorzio elettrico interfrazionale e intercomunale Rio Caldo - Caldes.

II. — *Domande di ammissione non accolte.*

Sono respinte le domande per l'ammissione all'integrazione a carico del fondo di compensazione delle seguenti cinque imprese elettriche in quanto, nel 1969 non hanno venduto energia elettrica all'utenza diretta e non possono rientrare fra le aziende distributrici:

1. Idroelettrica del Corace S.p.a. - Napoli.
2. Idroelettrica del Ronco S.p.a. - Meldola (Forlì).
3. Impresa elettrica Sciarra - Isernia.
4. Soc. elettrica Vittoni Lorenzo e F. - Arola (Novara).
5. Azienda el. Rossi Decio - Marsiconuovo (Potenza).

III. — *Integrazioni.*

A parziale modifica del provvedimento C.I.P. n. 1158 del 18 gennaio 1967, con l'applicazione dei criteri stabiliti dal provvedimento del Ministero dell'industria e del commercio n. 117 del 18 luglio 1947, riguardante la prevalenza dei consumi, il fondo di compensazione corrisponderà alle imprese elettriche distributrici, appresso elencate, una integrazione per ogni kWh venduto a terzi a decorrere dal III bimestre 1970 e fino al 30 aprile 1973, se non diversamente disposto.

Restano ferme tutte le altre norme del provvedimento n. 1158 e n. 1196 del 22 giugno 1968:

		Lire al kWh
1.	S.I.P.P.I.C. - Capri (Napoli)	38 —
2.	Soc. elettrica Liparese - Lipari (Messina)	55 —
3.	S.MED.E. - Pantelleria (Trapani)	60 —
4.	Soc. el. Ponzese - Ponza (Latina)	36 —
5.	S.I.E. - Isola del Giglio (Grosseto)	80 —
6.	Officina el. Accardi - Favignana (Trapani)	50 —
7.	S.EL.I.S. - Lampedusa (Agrigento)	80 —
8.	Impr. el. D'Anna & Bonaccorsi - Ustica (Palermo)	75 —
9.	Bofondi Carlo - Marettimo (Trapani)	70 —
10.	Germano ind. el. - Isole Tremiti (Foggia)	90 —
11.	A.E.M. Santa Marina Salina (Messina)	80 —
12.	Impr. el. Campo Egidio - Levanzo (Trapani)	85 —
13.	A.E.C. di Linosa (Agrigento) gestione S.EL.I.S.	280 —
14.	Soc. Nolana per impr. el. Nola (Napoli)	20 —
15.	S.E.E. - Petralia Sottana (Palermo)	45 —
16.	Direzione casa di lavoro all'aperto - Capraia Isola (Livorno)	10 —
17.	Stabilimenti penali di Pianosa - Pianosa Isola (Livorno)	10 —
18.	Casa di lavoro all'aperto di Gorgona (Livorno)	10 —
19.	Lazzari Elio - Imola (Bologna)	zero
20.	G.B. De Filippi S.p.a. - Genova	5 —
21.	Tobia Lerza & Figli - Forlì del Sannio (Campobasso)	20 —
22.	S.p.a. Idroelettrica del Carpino - Napoli	zero
23.	S.p.a. Idroelettrica Garga - Cassano Jonio (Cosenza)	2 —
24.	Soc. immobiliare Calabra - Ferdinandea di Stilo - (Reggio Calabria)	3 —
25.	Az. el. ing. Ito Serafini - Visso (Macerata)	15 —
26.	Comune di Cannara (Perugia)	3 —
27.	Neri Apollinare - Casola Valsenio (Ravenna)	10 —
28.	Consoli Antonio idroel. ind. - Roscigno (Salerno)	3 —
29.	Consorzio elettrico S. Giacomo di Vizzè - Val di Vizzè (Bolzano)	1,50
30.	Azienda elettrica Girardi - Condove (Torino)	60 —
31.	Comune di Farnese - (Viterbo)	1 —
32.	S.I.I.A. - Società iniziative turistiche alberghiere - Nova Levante (Bolzano)	zero
33.	S I M E L - S.r.l. Altomonte (Cosenza)	zero
34.	Impr. el. cav. Nunzio Antonecchia - Casalciprano (Campobasso)	3 —
35.	Soc. idroelettrica Cropani - Cropani (Catanzaro)	1 —
36.	Impr. idroelettrica Fabrizi - Mesoraca (Catanzaro)	18 —
37.	A.E.C. Castel del Monte (L'Aquila)	4 —
38.	Longhi Luigi - Casteldelci (Pesaro)	16 —
39.	Bovicelli Fernando - Casteldelci (Pesaro)	45 —

	Lire al kWh
40. Impr. el. F.lli Elmi - Grizzana (Bologna) .	15 —
41. Impr. el. Brizzi Vito & Lino - Verghereto (Forlì)	7 —
42. Agricola Toschi - Casola Valsenio (Ravenna) .	zero
43. Elettrica comunale di Mesoraca (Catanzaro)	2 —
44. Soc. elettrica Musellarese - Musellaro (Perugia)	26 —
45. Curti Battista - Cusino (Como) .	10 —
46. Ditta Berera energia elettrica - Foppolo (Bergamo) .	6 —
47. Az. mun. idroelettrica acquedotto - Selvino (Bergamo)	2 —
48. Az. el. comunale di Montecompatri (Roma) .	1 —
49. Azienda municipale acqua e luce - Enna .	zero
50. Comune di Collepietro (L'Aquila)	15 —
51. Comune di Campotosto (L'Aquila)	zero
52. Comune di Monti (Sassari) .	2 —
53. Comune di Pozzomaggiore (Sassari) .	2 —
54. Consorzio elettrico interfrazionale e intercomunale - Rio Caldo - Caldes .	zero
55. Ditta F.lli Pozzi - S. Bartolomeo Val Cavargna (Como)	zero
56. Ditta F.lli Miconi - Servigliano (Ascoli Piceno)	zero

Roma, addì 30 giugno 1970

p. *Il Presidente*
Il Ministro delegato: GAVA

(6601)

Provvedimento n. 14/1970 del 30 giugno 1970. Fondo di compensazione per l'unificazione delle tariffe elettriche. Integrazioni alle imprese elettriche minori trasferite all'Enel per il periodo tra la data del decreto di trasferimento ed il primo semestre successivo.

IL COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Visti i decreti legislativi luogotenenziali 19 ottobre 1944, n. 347 e 23 aprile 1946, n. 363;

Visti i decreti del Capo provvisorio dello Stato 22 aprile 1947, n. 283 e 15 settembre 1947, n. 896, e successive disposizioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 18 marzo 1965, n. 345;

Visto il provvedimento C.I.P. n. 1196 del 22 giugno 1968 che in applicazione del citato decreto del Presidente della Repubblica n. 345 ha modificato il precedente provvedimento n. 1059 del 6 febbraio 1964 al fine di assicurare a tutte le imprese trasferite all'Enel parità di trattamento per l'intero periodo per il quale i risultati di gestione sono di pertinenza dell'impresa trasferita:

Sentita la Commissione centrale dei prezzi (art. 2 del decreto legislativo luogotenenziale 19 ottobre 1944, n. 347);

Delibera:

A seguito delle domande presentate nel modo e nei termini previsti dal provvedimento C.I.P. n. 1196 del 22 giugno 1968, a cura dell'attuale gestore dell'impresa trasferita il fondo di compensazione corrisponderà alle imprese elettriche appresso elencate la ulteriore integrazione per ogni kWh venduto a terzi nella misura e per il periodo per ognuna indicati:

1) *Enel, già Azienda idroelettrica Venuti, Soccini & C. Bognone (Massa Carrara)*

Per il periodo dal 30 ottobre 1964 al 30 giugno 1965 ulteriore integrazione di L. 970.000.

2) *Enel, già Azienda elettrica Baldoni Giuseppe & Figlio Ciriaco - Genga Stazione (Ancona)*

Per il periodo dal 18 gennaio al 31 dicembre 1965 ulteriore integrazione di L. 1.000.000.

3) *Enel, già Impresa elettrica B. Cilione - Montello Ionico - frazione Salina (Reggio Calabria)*

Per il periodo dal 30 ottobre 1964 al 30 giugno 1965 ulteriore integrazione di L. zero.

4) *Enel, già Soc. elettrica del Verrino - Roma*

Per il periodo dal 18 marzo al 31 dicembre 1965 ulteriore integrazione di L. zero.

Roma, addì 30 giugno 1970

p. *Il Presidente*
Il Ministro delegato: GAVA

(6602)

Provvedimento n. 15/1970 del 30 giugno 1970. Fondo di compensazione per l'unificazione delle tariffe elettriche - Provvedimento n. 1224 del 20 giugno 1969 - Proroga di alcuni termini di scadenza.

IL COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Visti i decreti legislativi luogotenenziali 19 ottobre 1944, n. 347 e 23 aprile 1946, n. 363;

Visti i decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 22 aprile 1947, n. 283 e 15 settembre 1947, n. 896, e successive disposizioni;

Considerate le esigenze tecnico amministrative dell'Enel e delle altre imprese interessate nonchè del fondo di compensazione per l'unificazione delle tariffe elettriche;

Sentita la Commissione centrale prezzi (art. 2 decreto legislativo luogotenenziale 19 ottobre 1944, n. 347);

Delibera:

A parziale modifica del provvedimento 1224 del 20 giugno 1969 l'Enel e le altre imprese, non classificate tra le minori a norma del disposto del provvedimento C.I.P. n. 1224, sono autorizzate, limitatamente alle scadenze relative al primo semestre del 1970, a presentare al fondo di compensazione la documentazione relativa ai minori introiti derivanti dall'applicazione della legge n. 1089/68 entro novanta giorni dalla fine del semestre stesso. Parimenti, le imprese che sono tenute all'applicazione alla propria utenza del soprapprezzo di cui al punto 2 del predetto provvedimento n. 1224 dovranno dare dimostrazione al fondo di compensazione entro novanta giorni dalla fine del primo semestre 1970 dei quantitativi di energia erogati all'utenza e del corrispondente ammontare del soprapprezzo fatturato nonchè di quello incassato dall'utenza nel semestre stesso.

L'importo del soprapprezzo incassato nel primo semestre 1970 deve essere versato al fondo di compensazione, con le modalità previste dal predetto provvedimento n. 1224, entro centoventi giorni dalla fine del semestre stesso.

Il Comitato di gestione del fondo di compensazione, sempre che sia pervenuta entro novanta giorni dal termine del primo semestre 1970 la documentazione dimostrativa degli addebiti all'utenza del predetto soprapprezzo, potrà autorizzare le imprese che sono ammesse al rimborso di detti minori introiti e che hanno presentato nei termini prescritti la relativa documentazione ad effettuare un versamento parziale dell'ammontare del soprapprezzo incassato e disporre, nel contempo, il solo accredito al fondo di compensazione della restante somma.

Restano immutate tutte le altre norme e scadenze di cui al provvedimento n. 1224.

Roma, addì 30 giugno 1970

p. *Il Presidente*
Il Ministro delegato: GAVA

(6603)

Provvedimento n. 16/1970 del 30 giugno 1970
Revisione dei prezzi delle specialità medicinali

IL COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Visti i decreti legislativi luogotenenziali 19 ottobre 1944, n. 347 e 23 aprile 1946, n. 363;

Visti i decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 22 aprile 1947, n. 283 e 15 settembre 1947, n. 896 e successive disposizioni;

Vista la deliberazione presa dal Comitato interministeriale dei prezzi nella riunione del 17 aprile 1968 in ordine alle direttive per l'attuazione del programma economico nazionale per quanto attiene la revisione dei prezzi delle specialità medicinali;

Considerato che il progresso tecnologico realizzato in alcuni settori ha determinato delle riduzioni di costo di varie materie prime;

Sentita la Commissione centrale prezzi (art. 2 decreto legislativo luogotenenziale 19 ottobre 1944, n. 347);

Delibera:

A decorrere dal quindicesimo giorno dalla pubblicazione del presente provvedimento nella *Gazzetta Ufficiale* (compreso quello della pubblicazione) avranno applicazione i prezzi delle specialità appresso elencati.

E' fatto obbligo di indicare sul bollettino del prezzo di vendita al pubblico il numero e la data della *Gazzetta Ufficiale* che ha consentito il nuovo prezzo.

ELENCO XCVI

SPECIALITÀ	DITTA	CONFEZIONI	PREZZO
Adinepar	Von Boch Arzneimittel, Roma	forte — fiale 10 liofilizzate + fiale 10 solvente	3.500
Adisterolo	Gentili, Pisa	flacone gocce 10 cc.	340
Amplital	Famaceutici Italia, Milano	flacone 12 capsule da 250 mg.	2.650
		flacone 500 mg. iniettabile	800
		flacone g. 20 granul. al 5 %	1.120
		flacone g. 40 granul. al 5 %	2.000
Arenzil	Istituto Guarnieri, Roma	compresse 20 × mg. 250	750
Beta 21	I.D.I., Pomezia	pomata	1.500
		unguento	1.500
Biocin	SAM - Officine Farmaceutiche Mariani, Voghera	ovuli vaginali 4	1.300
Ceporin	Glaxo, Verona	flacone g. 1	3.200
		flacone g. 0,500	1.800
		flacone g. 0,250	1.000
Copirene	Prodotti Marxer, Loranzé d'Ivrea (Torino)	confetti 40	1.100
		supposte 10	830
Deltacortene	Lepetit, Milano	compresse 20 × mg. 5	1.750
Dermittel	Von Boch Arzneimittel, Roma	pomata tubo g. 15	1.950
Diabewas	Wassermann, Milano	compresse 30	1.000
Dopaidan	De Angeli, Milano	125 - capsule 100 da 125 mg.	3.700
		250 - capsule 100 da 250 mg.	6.750
		500 - capsule 50 da 500 mg.	6.500
Eparcura	Ghimas, Casalecchio di Reno (Bologna)	flacone sciroppo 200 ml.	1.000
Euglucon 5	Boehringer, Milano	compresse 100 × mg. 5	8.500
Flogozym	S.P.A., Milano	confetti	2.000
Fluderma	Farmaceutici Italia, Milano	tubo crema 0,025 %	1.900
		tubo unguento 0,025 %	1.900
		tubo crema con amminosid. 0,025 %	2.000
Flu-Zym	S.P.A., Milano	spray - flacone 15 ml.	900
Gastro Complesso	Prodotti Marxer, Loranzé d'Ivrea (Torino)	compresse 36	720
Gastrum	Istituto Chemioterapico Italiano, Milano	compresse 40	450
Gestamestrol	Bracco, Milano	confetti 21	1.500
Iniprol	Italfarmaco, Milano	flacone 1 × 1 ml. × 200.000 U.I.P.	1.600
		flacone 1 × 1 ml. × 1.000.000 U.I.P.	7.000
Insulina NPH	Ist. Sieroter. Berna, Como	flacone 10 ml. × 400 U.I.	900
Keflodin	Eli Lilly Italia, Sesto Fiorentino	flacone da g. 0,5 + fiala solvente da ml. 4	1.800
		flacone da g. 1 + fiala solvente da ml. 4	3.200
Liverofilo	Fargal Pharmasint, Pomezia	confetti 30	1.200
Localyn Sintex	Recordati, Milano	pomata tubo g. 5 allo 0,025 %	550
		pomata tubo g. 15 allo 0,025 %	980
		con neomicina - pomata tubo g. 5 allo 0,025 %	560
		con neomicina - pomata tubo g. 15 allo 0,025 %	1.000
		lozione - flacone 15 ml. allo 0,025 %	1.250
		con neomicina - lozione flacone 15 ml. allo 0,025 %	1.300
		glicole - flacone 10 ml.	550
		glicole - flacone 20 ml.	1.000
		pomata g. 30 allo 0,01 %	1.350
		pomata g. 20 allo 0,01 %	900
		unguento g. 5 allo 0,025 %	550
		unguento g. 15 allo 0,025 %	980
		con neomicina - unguento g. 5 allo 0.025 %	560
		con neomicina - unguento g. 15 allo 0.025 %	1.000
Lecorten Tarr	Ciba, Milano	pomata g. 15	2.100
Medituss	Difer, Trieste	gocce 25 ml.	400
Medrol	Upjhon, Caponago	compresse 10 × mg. 4	1.800

SPECIALITÀ	DITTA	CONFEZIONI	PREZZO
Menaderm	Menarini, Firenze	pomata g. 30	2.990
		simplex - pomata g. 30	2.990
		unguento g 30	2.990
		simplex - unguento g. 30	2.990
		lozione g. 30	2.990
		simplex - lozione g. 30	2.990
Naturin	Von Boch Arzneimittel, Roma	compresse 12 × g. 0,500	1.700
		compresse 20 × g. 0,500	2.460
Neo Luxocin	Tubi Lux, Pomezia	pomata g. 5	800
		collirio 5 ml.	800
Neomicina	Osfa-Chemie, Novate Milanese (Milano)	polvere × sospensione pediatrica g. 25	1.000
Paverona	Eli Lilly, Sesto Fiorentino (Firenze)	tavolette 20 da g. 0,2	2.050
Pentanolo Epa	La Gioia, Aprilia	sciroppo g. 150	1.100
Piptal	Roger Bellon, Sesto S. Giovanni	gocce 15 cc. B.	950
Reumital	Farge, Genova	supposte 10	735
Sedobex	Difer, Trieste	sciroppo 150 ml.	370
Simepatoval	Rachelle Laboratories Italia, Milano	confetti 20	800
Singletin	Istituto Chemioterapico Italiano, Milano	capsule 8	1.100
		capsule 16	2.000
Sintopenyl	Aesculapius; Vimodrone	forte - sciroppo mg. 250	2.200
Solvospasm	Rit, Milano	compresse 10	500
Taigon	Courtois, Torino	supposte 10	1.000
Teoclivale	Difer, Trieste	confetti 30	650
Tolinase	Upjhon, Caponago	compresse 30 × mg. 250	1.110
Tribiofosfor	Rivetti, S. Giovanni a Teduccio	fiale 6 liofilizzate + fiale 6 solvente	1.500
Urodixin	Italchimici, Latina	compresse 20	2.460

Specialità medicinali per uso veterinario

SPECIALITÀ	DITTA	CONFEZIONI	PREZZO
Kelfizina	Farmitalia, Milano	boli 6 da g. 8	3.800
		compresse 12 × g. 2	2.000
		flacone soluzione 100 ml. al 30 %	3.600
		flacone soluzione 200 ml. al 30 %	6.800
Soluvac	I.C.C., Aprilia	dosi 1000	5.800
		dosi 500	3.200
Strepto-Zoocillina	Lab. Glaxo, Verona	sct. 12 tubi	1.500
Vaccino contro la pseudo peste aviare a virus vivo ceppo B1	I.C.C., Aprilia	dosi 500	2.000
		dosi 1000	3.500
Vaccino vivo endonasale contro la pseudo peste dei polli	Istituto Zooprofilattico Sperimentale Lombardia Emilia, Brescia	dosi 1000	4.000
Zoocillina Ritardo	Lab. Glaxo, Verona	scat. 4 tubi	540
		scat. 6 tubi	800
		scat. 8 tubi	1.000

Roma, addì 30 giugno 1970

p. Il Presidente
Il Ministro delegato: GAVA

(6604)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Determinazione di interessi relativi ad indennità liquidate per terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria.

Opera Sila

Con decreto ministeriale 23 aprile 1970, n. 6434/4338, registrato alla Corte dei conti in data 3 giugno 1970, registro n. 7 Agricoltura, foglio n. 386, sono stati determinati, per il periodo dal 1° luglio al 31 dicembre 1969, nella misura di L. 82.000 (lire ottantaduemila) gli interessi relativi alla indennità riliquidata con decreto ministeriale 24 ottobre 1969, n. 6425/4329, pubblicato per estratto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 2 del 3 gennaio 1970, per i terreni espropriati in agro del comune di Strongoli (Catanzaro) in forza del decreto presidenziale 16 settembre 1951, n. 1036 (*Gazzetta Ufficiale* n. 227 del 3 ottobre 1951, supplemento ordinario) al nome della ditta GIUNTI Pietro di Leonardo e MASSARA Francesco fu Filippo, per le rispettive parti, e trasferiti in proprietà all'opera per la valorizzazione della Sila.

I predetti interessi vengono corrisposti in titoli del prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, del complessivo valore nominale di L. 80.000 (lire ottantamila), arrotondato ai sensi dell'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70, richiamata dall'art. 6, ultimo comma, della legge 15 marzo 1956, n. 156.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso la Cassa di risparmio di Calabria, sede di Cosenza, e saranno svincolati dal competente Tribunale, a norma del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224.

(6148)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Cancello ed Arnone ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 24 giugno 1970, il comune di Cancello ed Arnone (Caserta) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 12.416.520, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6495)

Autorizzazione al comune di San Floro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 25 giugno 1970, il comune di San Floro (Catanzaro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.583.885, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6513)

Autorizzazione al comune di San Sostene ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 25 giugno 1970, il comune di San Sostene (Catanzaro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 32.124.925, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6514)

Autorizzazione al comune di San Lorenzo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 25 giugno 1970, il comune di San Lorenzo (R. Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 87.136.277, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6515)

Autorizzazione al comune di Teverola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 24 giugno 1970, il comune di Teverola (Caserta) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 9.439.535, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6516)

Autorizzazione al comune di Veiano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 24 giugno 1970, il comune di Veiano (Viterbo) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 1.602.950, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6517)

MINISTERO DEL TESORO

Accreditamento di notaio per le operazioni di debito pubblico

Con decreto ministeriale 21 marzo 1970, il notaio dott. Alessandro Fiecconi, residente ed esercente in Bergamo, è stato accreditato per le operazioni di debito pubblico da eseguire presso la locale Direzione provinciale del tesoro.

(6251)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di storia dell'Europa orientale presso la facoltà di scienze politiche dell'Università di Perugia

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la facoltà di scienze politiche dell'Università di Perugia, è vacante la cattedra di storia dell'Europa orientale, alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento alla cattedra anzidetta dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

(6531)

Vacanza della seconda cattedra di storia medioevale presso la facoltà di lettere e filosofia dell'Università di Roma

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la facoltà di lettere e filosofia dell'Università di Roma, è vacante la seconda cattedra di storia medioevale, alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento alla cattedra anzidetta dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

(6532)

Vacanza della seconda cattedra di geometria I presso la facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali della Università di Perugia.

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali dell'Università di Perugia, è vacante la seconda cattedra di geometria I, alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento alla cattedra anzidetta dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

(6518)

Smarrimento di diploma originale di abilitazione professionale

Il dott. Giuseppe Santero, nato ad Acqui Terme (Alessandria) il 22 luglio 1914 ha dichiarato di avere smarrito il diploma originale di abilitazione all'esercizio della professione di farmacista rilasciatogli dalla Università di Pavia in data 28 ottobre 1939.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Pavia.

(6120)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di un appezzamento di terreno in comune di Bologna

Con decreto 7 marzo 1970, n. 967 del Ministro per i lavori pubblici di concerto con il Ministro per le finanze è stato disposto il passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di un appezzamento di terreno di nuova formazione in sponda destra del fiume Reno, in località via della Guardia del comune di Bologna, segnato nel catasto del comune medesimo al foglio n. 72, mappale 395 di are 42,20 ed indicato nello schizzo planimetrico rilasciato il 9 febbraio 1968 in scala 1:2000 dall'ufficio tecnico erariale di Bologna; schizzo planimetrico che fa parte integrante del decreto stesso.

(6142)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA

Concorso per titoli ed esami per la nomina di due capitani in servizio permanente effettivo, ruolo speciale, nel Corpo delle capitanerie di porto.

IL MINISTRO PER LA DIFESA
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Vista la legge 8 luglio 1926, n. 1178, e successive modificazioni concernenti l'ordinamento della Marina militare;

Vista la legge 18 dicembre 1952, n. 2386, relativa al riordinamento dei ruoli, quadri organici e nuovi limiti di età per la cessazione dal servizio permanente degli uffici della Marina;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 novembre 1954, n. 1138, che stabilisce i programmi e le modalità delle prove di esame per il reclutamento nei ruoli speciali in servizio permanente effettivo dei Corpi di stato maggiore, del genio navale, delle armi navali, di commissariato e delle capitanerie di porto;

Visti gli articoli 3 e 4 della legge 29 giugno 1961, n. 575, concernente modifiche alle norme sul reclutamento degli ufficiali di complemento e dei ruoli speciali della Marina;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 31 luglio 1962, registrato alla Corte dei conti il 28 agosto 1962, registro n. 73 Difesa-Marina, foglio n. 232 e il decreto del Presidente della Repubblica 31 maggio 1964, registrato alla Corte dei conti il 24 giugno 1964, registro n. 33 Difesa-Marina, foglio n. 169 con cui sono stati stabiliti i titoli di studio validi per l'iscrizione a corsi teorici-pratici per il reclutamento degli ufficiali di complemento della Marina militare;

Visto il decreto ministeriale 26 ottobre 1967, con cui sono stati stabiliti i Corpi militari della Marina ai quali gli specifici titoli di studio di cui sopra danno accesso;

Vista la legge 5 novembre 1962, n. 1695, concernente i documenti caratteristici degli ufficiali, dei sottufficiali e dei militari di truppa dell'Esercito, della Marina, dell'Aeronautica;

Vista la legge 18 febbraio 1963, n. 165, concernente il riordinamento dei ruoli degli ufficiali in servizio permanente effettivo della Marina militare;

Vista la legge 1° ottobre 1969, n. 697, concernente il riordinamento dei ruoli degli ufficiali in s.p.e. del Corpo delle capitanerie di porto;

Vista la legge 4 luglio 1967, n. 560;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso, per titoli ed esami, a due posti di capitano in servizio permanente effettivo, ruolo speciale, nel Corpo delle capitanerie di porto.

Art. 2.

Al concorso possono partecipare i capitani di complemento del Corpo delle capitanerie di porto che non abbiano superato al 31 dicembre 1969 il 43° anno di età; e siano inoltre in possesso di uno dei seguenti titoli:

a) laurea in giurisprudenza, o in matematica, o in discipline nautiche, o in scienze economico-marittime, o in scienze politiche, o in economia e commercio, o in lettere, o in materie letterarie, o in lingue e letterature straniere, o in lingue e letterature straniere moderne, o in lingue e civiltà orientali, o in lingue, letterature ed istituzioni dell'Europa orientale, o in lingue, letterature ed istituzioni dell'Europa occidentale, o in geografia, o in architettura, o in scienze naturali, o in scienze geologiche, o in chimica, o in chimica industriale, o in scienze biologiche;

b) patente di capitano di lungo corso.

Non sono ammesse deroghe al suindicato limite massimo di età.

Art. 3.

La domanda di ammissione al concorso, redatta su carta bollata da L. 400, dovrà essere indirizzata al Ministero della difesa - Direzione generale per il personale militare della Marina - 5ª Divisione (Stato giuridico e avanzamento ufficiali).

La domanda dovrà pervenire al Ministero difesa (Marina) entro e non oltre trenta giorni dalla data di pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale* e contenere le seguenti indicazioni:

a) cognome, nome, data e luogo di nascita del concorrente;

b) documenti e titoli allegati alla domanda;

c) indirizzo esatto del concorrente. Ogni variazione dell'indirizzo deve essere segnalata nel modo più celere al Ministero della difesa - Direzione generale per il personale militare della Marina - 5ª Divisione;

d) possesso della cittadinanza italiana;

e) comune ove il candidato è iscritto nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

f) eventuali condanne penali riportate ed eventuali procedimenti penali in corso;

g) titolo di studio ovvero patente di capitano di lungo corso.

Art. 4.

In allegato alla domanda i concorrenti, ai fini dell'ammissione al concorso, devono presentare i seguenti documenti:

1) estratto matricolare;

2) fotografia recente del candidato, formato tessera, a mezzo busto, su fondo bianco, applicata su carta da bollo da L. 400, con firma autenticata dal sindaco o da un notaio ovvero, nel caso di ufficiale di complemento in temporaneo servizio o di impiegati dello Stato di ruolo da parte dell'autorità dalla quale gli stessi dipendono.

Ai fini della valutazione dei titoli i concorrenti possono allegare alla domanda i seguenti documenti:

a) certificato attestante i voti conseguiti nei singoli esami sostenuti per il conseguimento del titolo di studio;

b) documenti attestanti il riconoscimento di benemerenze di guerra non riportate sull'estratto matricolare;

c) ogni altro titolo o documento che i concorrenti ritengano di esibire.

I documenti allegati alla domanda devono essere conformi alle prescrizioni della vigente legge sul bollo e legalizzati in quanto necessario.

Non sono prese in considerazione le domande pervenute fuori termine o che non siano, alla data di scadenza del termine stesso, corredate di tutti i documenti richiesti dal presente articolo per l'ammissione al concorso.

L'Amministrazione, tuttavia, si riserva la facoltà di concedere un ulteriore termine per la regolarizzazione dei documenti presentati, che non fossero conformi alle prescrizioni del bando.

Art. 5.

Il Ministro per la difesa può escludere con decreto motivato dal concorso quei concorrenti che non risultassero in possesso di uno dei requisiti richiesti.

Prima dell'inizio degli esami i concorrenti sono sottoposti a visita sanitaria allo scopo di accertare la loro idoneità all'incondizionato servizio militare marittimo. Contro il risultato di tale visita non sono ammessi ricorsi nè visite superiori.

Art. 6.

Il programma di esame è quello risultante dal decreto presidenziale 10 novembre 1954, n. 1138, riportato in allegato al presente decreto.

La commissione giudicatrice è nominata con successivo decreto ed è costituita in conformità alle norme contenute nell'art. 6 della legge 18 dicembre 1952, n. 2386.

Art. 7.

Alle prove scritte di esame sono ammessi a partecipare i candidati ai quali la commissione giudicatrice abbia assegnato un punto non inferiore a dodici ventesimi per il complesso delle qualità militari e professionali risultanti dai documenti esistenti nelle loro pratiche personali e dai documenti presentati dai candidati medesimi.

Sono ammessi alla prova orale i candidati che in ciascuna delle prove scritte abbiano riportato un punto non inferiore a dodici ventesimi.

La prova orale non s'intende superata se il candidato non ottenga almeno la votazione di dodici ventesimi.

La graduatoria degli idonei è formata dalla commissione in base alla somma del punto riportato dal candidato nella valutazione di cui al primo comma e della media dei punti conseguiti nelle prove di esame.

A parità di merito si applicheranno le disposizioni di cui all'art. 5 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Art. 8.

I candidati utilmente collocati in graduatoria saranno invitati dal Ministero a far pervenire, entro il termine perentorio di giorni venti dalla data di ricezione della lettera raccomandata con ricevuta di ritorno con la quale viene fatta la comunicazione, i seguenti documenti in carta legale:

1) certificato di cittadinanza italiana;

2) certificato di godimento dei diritti politici;

3) estratto del registro degli atti di nascita (non certificato di nascita);

4) certificato di stato libero; se trattasi di ammogliato, stato di famiglia.

I vincitori del concorso che conseguiranno la nomina a capitano, se ammogliati, dovranno fare domanda intesa ad ottenere l'assentimento presidenziale per il matrimonio contratto prima della nomina.

La domanda di assentimento, redatta su carta bollata, dovrà essere inviata, subito dopo la nomina, al Ministero della difesa - Direzione generale per il personale militare della Marina, con allegati un estratto per riassunto, in bollo, dell'atto di nascita della moglie ed un estratto per riassunto, in bollo, dell'atto di matrimonio.

Sarà revocata la nomina del vincitore del concorso che non avrà ottemperato alle disposizioni dei precedenti commi o non avrà ottenuto l'assentimento;

5) certificato generale del casellario giudiziale;

6) documento attestante la posizione militare del concorrente (copia dello stato di servizio o estratto matricolare);

7) originale o copia autenticata ai sensi dell'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678, del titolo di studio ovvero della patente di capitano di lungo corso.

I concorrenti in temporaneo servizio da ufficiali di complemento sono esonerati dal presentare i documenti di cui ai numeri 1), 2) e 5).

Art. 9.

I vincitori del concorso sono nominati capitani dei ruoli speciali in servizio permanente effettivo secondo l'ordine di graduatoria e sono iscritti nel ruolo dopo l'ultimo pari grado del s. p. e.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 20 aprile 1970

Il Ministro per la difesa
TANASSI

Il Ministro per la marina mercantile
MANNIRONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 23 giugno 1970
Registro n. 16 Difesa, foglio n. 400

PROGRAMMA E MODALITA' DELLE PROVE DI ESAME

del concorso per la nomina nei ruoli speciali in servizio permanente effettivo del Corpo delle capitanerie di porto. (Decreto presidenziale 10 novembre 1954, n. 1138).

Le prove di esame sono le seguenti:

Esame scritto su un tema di cultura generale.

Consiste nello svolgimento di un componimento di lingua italiana su argomento attinente alle discipline storiche, sociali e politico-geografiche secondo i programmi vigenti per le scuole medie superiori.

Esame scritto su un tema di cultura professionale.

Consiste nello svolgimento di un tema su argomenti tratti dai programmi di materie professionali per il Corpo delle capitanerie di porto.

Esame orale di cultura generale e di cultura professionale.

L'esame verte sulle seguenti materie, secondo i programmi per ognuna specificati.

CULTURA GENERALE

Storia:

Le repubbliche marinare italiane e la loro importanza.

Effetti della scoperta dell'America sui popoli mediterranei e atlantici.

Cenni sul contrasto anglo-spagnolo del XVI secolo: sue origini, suo sviluppo e sue conseguenze.

La rivoluzione francese - Cenni sul contrasto anglo-francese dal XVIII al XIX secolo - Suo sviluppo e sue conseguenze.

Risorgimento italiano - Politica coloniale italiana.

Prima e seconda guerra mondiale.

Cenni sulla situazione politica mondiale nel dopoguerra, con particolare riferimento alle origini e allo sviluppo del Trattato Nord-Atlantico e alle organizzazioni economico-militari tra Stati europei.

Geografia:

Italia: Posizione, forma, confini, superficie, orografia, idrografia, clima, porti principali. Popolazione, lingua, religione, cultura. Le grandi opere pubbliche. Agricoltura, bonifiche, irrigazioni, industria, commercio, navigazione marittima e navigazione interna. Produzione e traffici.

Europa: Superficie, confini, coste, orografia, idrografia, clima, ricchezze naturali.

Asia e Africa: Descrizione fisico-economica degli Stati principali; *Asia*: Turchia, Iran, India, Pakistan, Cina, Giappone; *Africa*: Stati del Mediterraneo, Unione Sud-Africana.

America e Oceania: Descrizione fisico-economica degli Stati principali; *America*: Canadà, Stati Uniti, Messico, Brasile, Argentina, Cile, Perù; *Oceania*: Australia.

CULTURA PROFESSIONALE

1) *Nozioni di diritto civile*:

Nozioni e distinzione del diritto - Fonti del diritto oggettivo.

Interpretazione ed applicazione della legge in generale.

Cenni sul negozio giuridico - La rappresentanza.

Persone fisiche e persone giuridiche.

Stato di cittadinanza e stato di famiglia - Domicilio e residenza.

Assenza e dichiarazione di morte presunta.

Cenni sulle successioni.

Le cose: beni pubblici e beni privati - Modi di acquisto della proprietà dei beni privati.

Cenni sul possesso.

Obbligazioni: fonti, prova, estinzione - Il contratto.

La tutela dei diritti: pubblicità, prova, prescrizione e decadenza.

2) *Nozioni di diritto amministrativo*:

Amministrazione centrale - Amministrazione governativa locale - Amministrazione autarchica - Consiglio di Stato e Corte dei conti - Avvocatura generale dello Stato: ordinamento e attribuzioni - Cenni sulle espropriazioni per pubblica utilità - Attività e organi di polizia in generale.

3) *Servizio marittimo*:

Attività amministrativa, polizia e servizio dei porti - Ordinamento speciale di alcuni porti italiani. Personale marittimo - Arruolamento e collocamento della gente di mare - Il comandante della nave - Le persone addette al lavoro nei porti - Ordinamento del lavoro portuale - Demanio marittimo e sua amministrazione - Cenni di legislazione sulla pesca - La nave, costruzione, proprietà, individuazione e nazionalità - Iscrizione e cancellazione delle navi e dei galleggianti - Navigabilità - Documenti di bordo - Atti di stato civile sulle navi - L'impresa di navigazione - L'armatore - Il raccomandatario - Polizia di bordo e della navigazione - Polizia generale della navigazione in alto mare - Trasporto passeggeri - Emigrazione - Assistenza e salvataggio - Ricupero e ritrovamento dei relitti - Inchieste sui sinistri marittimi - Cenni sui provvedimenti cautelari sulle navi e sui galleggianti - Cenni sui reati marittimi - Registro italiano navale per la classificazione delle navi - Cenni sulla stazzatura delle navi - Accertamenti e visite per la sicurezza della navigazione e della vita umana in mare - Bordo libero - Obbligo di servizio radiotelegrafico e radiotelefonico sulle navi mercantili - Trasporto merci pericolose. Norme per la prevenzione degli incendi a bordo e nei porti.

4) *Elementi di contabilità generale dello Stato*:

Nozioni generali sulla contabilità generale dello Stato - Cenni sui pubblici incanti, sulle licitazioni e trattative private - Contratti e loro esecuzione - Anno finanziario - Bilancio di previsione e rendiconto generale - Spese dello Stato - Apertura di credito a favore di funzionari delegati - Rendiconti - Modalità di pagamento delle spese dello Stato - Norme principali delle leggi sul registro e bollo - I servizi di contabilità e cassa delle capitanerie di porto.

5) *Ordinamento della Marina mercantile*:

Ministero della marina mercantile - Ordinamento centrale - Comandi ed uffici periferici.

6) *Servizio di leva e mobilitazione*:

Legge e regolamento sulla leva di mare - I servizi di mobilitazione del personale del Corpo equipaggi militari marittimi in congedo.

7) *Organica*:

Ufficiali in servizio permanente effettivo. — Reclutamento - Requisiti generali per conseguire la nomina ad ufficiale nei vari corpi e ruoli - Avanzamento - Criteri e varie forme di avanzamento - Commissioni di avanzamento - Stato giuridico - Anzianità assoluta ed anzianità relativa - Accademia navale - Corsi di specializzazione - Istituto di guerra marittima - Scuola comando.

Ufficiali di complemento. — Reclutamento - Requisiti per conseguire la nomina ad ufficiale di complemento nei vari Corpi.

Corpo equipaggi militari marittimi. — Categorie e specialità - Personale volontario: reclutamento, ferme e rafferme, proscioglimenti e avanzamento.

Stato giuridico dei sottufficiali: reclutamento, nomina, avanzamento. Corso ordinario - Corso istruzione generale professionale - Corso di perfezionamento.

Personale di leva - Durata della ferma - Passaggi al personale volontario - Raffermati di leva - Soggezione alla leva di mare - Chiamata alla leva - Arruolamento.

Organizzazione centrale e periferica della Marina militare. — Ministero della difesa (Marina) - Consiglio superiore delle forze armate - Enti e Comandi dipartimentali e non dipartimentali - Arsenali - Caratteristiche e classificazione delle navi - Sedi di ascrizione e assegnazione del naviglio.

MODALITÀ E SVOLGIMENTO DELLE PROVE SCRITTE E DI QUELLA ORALE

I temi per le prove scritte sono formulati dalla commissione esaminatrice, riunita in seduta segreta, negli stessi giorni in cui debbono aver luogo le prove.

La commissione prepara tre temi per ciascuna prova. I temi, appena stabiliti, sono chiusi in pieghi suggellati e firmati esteriormente, sui lembi di chiusura dai membri della commissione e dal segretario.

All'ora stabilita per ciascuna prova, il presidente della commissione fa procedere all'appello nominale dei concorrenti e, previo accertamento della loro identità personale, li fa collocare in modo che non possono comunicare fra loro. Indi fa constatare l'integrità delle chiusure dei tre pieghi contenenti i temi e fa sorteggiare da uno dei candidati il tema da svolgere.

Per lo svolgimento di ciascun tema sono assegnate otto ore.

Durante le prove scritte non è permesso ai concorrenti di comunicare tra loro verbalmente o per iscritto, ovvero di mettersi in qualunque modo in relazione con altri, salvo che con gli incaricati della vigilanza e coi membri della commissione esaminatrice. Essi non devono portare appunti manoscritti, nè libri, nè pubblicazioni di qualsiasi specie e neppure carta da scrivere, dovendo i lavori, a pena di nullità, essere scritti esclusivamente su carta portante il timbro di ufficio o la firma di un membro della commissione esaminatrice o del comitato di vigilanza. Possono soltanto consultare nei testi che la commissione porrà a loro disposizione le leggi e i decreti inseriti nella Raccolta ufficiale ed eventualmente le altre pubblicazioni consentite dalla commissione esaminatrice.

Il concorrente che contravviene a queste disposizioni è escluso dall'esame.

La commissione esaminatrice deve curare l'osservanza delle disposizioni stesse ed ha facoltà di adottare i provvedimenti necessari. A tale scopo due almeno dei membri devono trovarsi costantemente nella sala degli esami.

Compiuto il lavoro, ciascun concorrente, a pena di nullità, senza apporre la propria firma o altro contrassegno sull'elaborato, lo pone entro una busta, unitamente ad altra di minor formato nella quale abbia messo un foglio col proprio cognome, nome e paternità; dopo di che, chiusa anche la busta più grande, la consegna ai membri presenti della commissione i quali appongono sulla busta la propria firma.

Nella prova orale la commissione rivolge al candidato domande desunte, a proprio criterio, dagli argomenti compresi nei programmi suindicati.

(6539)

Sostituzione di un membro della commissione esaminatrice del concorso a undici posti di tenente in servizio permanente effettivo del Corpo del genio aeronautico, ruolo chimici e fisici.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto ministeriale 20 maggio 1969, con il quale è stato indetto un concorso per titoli e per esami a undici posti di tenente in servizio permanente effettivo del Corpo del genio aeronautico, ruolo chimici e ruolo fisici, registrato alla Corte dei conti, addì 19 giugno 1969, registro n. 17 Difesa, foglio n. 73;

Visto il decreto ministeriale 22 novembre 1969, con il quale è stata nominata la commissione esaminatrice del concorso predetto, registrato alla Corte dei conti, addì 31 dicembre 1969, registro n. 33 Difesa, foglio n. 216;

Considerato che il colonnello del genio aeronautico ruolo fisici in servizio permanente effettivo Rosini Ezio non può esplicare, perchè collocato in posizione ausiliaria, a domanda, dal 1° aprile 1970, l'incarico di membro della suddetta commissione esaminatrice, per cui si rende necessario provvedere alla sua sostituzione;

Decreta:

Il colonnello del Corpo del genio aeronautico, ruolo fisici in servizio permanente effettivo Rosini Ezio è sostituito, nell'incarico di membro della commissione esaminatrice indicata nelle premesse, dal ten. colonnello del Corpo del genio aeronautico, ruolo fisici in servizio permanente effettivo Pellegrini Francesco.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 23 aprile 1970

Il Ministro: TANASSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 3 *giugno* 1970
Registro n. 14 *Difesa, foglio n.* 322

(6131)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Concorso per l'assegnazione di una borsa di studio della fondazione Santorio Santorio indetto dall'Istituto nazionale della nutrizione.

Su conforme delibera del comitato amministrativo dello Istituto nazionale della nutrizione del 19 dicembre 1969, è indetto un concorso per l'assegnazione di una borsa di studio della fondazione Santorio Santorio, intitolata al cav. del lav. Riccardo Barilla. Tale borsa di studio, il cui importo è di lire 2.000.000 lorde annue, è riservata a laureati in scienze biologiche e dovrà fruirsi presso l'Istituto nazionale della nutrizione, Città universitaria, Roma.

Coloro che vi abbiano interesse, possono prendere visione del bando del concorso di cui trattasi presso la segreteria del predetto istituto (sita al II piano dell'istituto di fisiologia generale dell'Università di Roma) o chiederne copia alla stessa.

Le domande di ammissione al concorso e la documentazione prevista dal bando di concorso dovranno pervenire allo Istituto nazionale della nutrizione entro 40 giorni dalla pubblicazione del presente comunicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

(6241)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorso a due posti di alunno presso la scuola storica nazionale di studi medioevali annessa all'Istituto storico italiano per il medio evo, per un triennio, riservato a professori di ruolo degli istituti di istruzione secondaria.

IL PRESIDENTE

DELL'ISTITUTO STORICO ITALIANO PER IL MEDIO EVO

Visto il regio decreto-legge 20 luglio 1934, n. 1226, concernente gli istituti nazionali di studi storici;

Visto il regolamento per la Scuola storica nazionale di studi medioevali, annessa all'Istituto storico italiano per il medio evo, approvato con decreto ministeriale 10 novembre 1936 e modificato con decreto ministeriale 12 luglio 1956;

Bandisce un concorso

a due posti di alunno presso la Scuola storica nazionale di studi medioevali, annessa all'Istituto storico italiano per il medio evo, per un triennio, riservato a professori di ruolo degli Istituti di istruzione secondaria.

Le domande, in carta legale da L. 400, indirizzate al presidente dell'Istituto storico italiano per il medio evo, dovranno essere trasmesse a mezzo plico raccomandato, e pervenire al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale delle accademie e biblioteche e per la diffusione della cultura, palazzo Italia, piazza Marconi, 25 - 00144 Roma-Eur, entro il 31 luglio 1970, pena l'esclusione dal concorso, qualunque possa essere la data di spedizione della raccomandata medesima. Non è ammessa la presentazione dei plichi effettuata direttamente dagli interessati o da persona incaricata.

Le domande dovranno essere corredate da:

a) notizia in tre esemplari sull'operosità scientifica e sulla carriera didattica;

b) lavori a stampa o qualsiasi altro titolo o documento che si ritenga utile presentare;

c) dichiarazione del capo dell'istituto, da cui il candidato dipende in data non anteriore di un mese a quella del presente bando, comprovante la data di nascita, la qualifica e infine che si trova in attività di servizio;

d) dichiarazione con la quale il candidato si impegna, qualora risulti vincitore, a risiedere a Roma, durante il periodo di alunnato presso la scuola.

In base alla graduatoria proposta dalla commissione giudicatrice e approvata dal Ministero della pubblica istruzione, il vincitore sarà comandato presso la scuola per un triennio a partire dal 1° ottobre 1970; il servizio quivi prestato avrà valore a tutti gli effetti di legge come periodo di effettivo servizio, salvo il disposto dell'art. 1 del decreto del Capo provvisorio dello Stato 21 aprile 1947, n. 629.

Ai membri della Scuola è fatto divieto di assumere o conservare, senza autorizzazione del presidente dell'istituto, qualsiasi altra occupazione o incarico, sotto pena di cessare di far parte della scuola stessa.

Roma, addì 8 giugno 1970

Il presidente: MORGHEN

(6128)

Commissione giudicatrice del concorso per esami ad un posto di vice conservatore in prova presso il museo nazionale di antropologia ed etnografia dell'Università di Firenze.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 3 novembre 1961, n. 1255;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 29 aprile 1966, n. 1317;

Visto il decreto ministeriale 1° settembre 1968, registrato alla Corte dei conti il 28 febbraio 1969, registro n. 18, foglio n. 355, con il quale fra l'altro è indetto un concorso per esami ad un posto di vice conservatore in prova nel ruolo organico dei conservatori dei musei delle scienze e dei curatori degli orti botanici, presso il museo nazionale di antropologia ed etnografia, annesso all'istituto di antropologia ed etnografia della facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali dell'Università di Firenze;

Decreta:

La commissione giudicatrice del concorso di cui alle premesse è così costituita:

Presidente:

Graziosi prof. Paolo, ordinario di antropologia della facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali di Firenze, direttore dell'istituto di antropologia ed etnografia.

Componenti:

Parenti prof. Raffaello, ordinario di antropologia della facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali dell'Università di Pisa;

Palma Di Cesnola prof. Arturo, ordinario di paleontologia della facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali della Università di Siena;

Massari prof. Claudia, incaricato di etnologia della facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali dell'Università di Firenze;

Speranza dott. Pietro, direttore di divisione dell'amministrazione centrale della pubblica istruzione.

Segretario:

Lupi dott. Carlo direttore di sezione dell'amministrazione centrale della pubblica istruzione.

La spesa per il funzionamento della suddetta commissione prevista in L. 500.000 farà carico al capitolo 2358 del bilancio di questo Ministero per il corrente esercizio finanziario 1970.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 20 febbraio 1970

Il Ministro: FERRARI AGGRADI

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 aprile 1970
Registro n. 31, foglio n. 2

(6262)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria dei vincitori del concorso interno per esami a diciotto posti di consigliere di 2ª classe nel ruolo organico della carriera direttiva del personale tecnico dell'Azienda di Stato per i servizi telefonici.

Nel Bollettino ufficiale del Ministero delle poste e delle telecomunicazioni, n. 16, parte 2ª, del 1° giugno 1970, è stato pubblicato il decreto ministeriale del 21 febbraio 1970, n. 33755, con il quale è stata approvata la graduatoria dei vincitori del concorso interno per esami a diciotto posti di consigliere di 2ª classe nel ruolo organico della carriera direttiva del personale tecnico della Azienda di Stato per i servizi telefonici, bandito con decreto ministeriale del 14 agosto 1967.

(6256)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI FOGGIA

Commissione giudicatrice del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Foggia

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 5581, in data 1° settembre 1969, con il quale è stato bandito pubblico concorso per titoli ed esami a posti di ufficiale sanitario vacanti in provincia di Foggia al 30 novembre 1968;

Ritenuto di dover provvedere alla costituzione della commissione giudicatrice;

Viste le designazioni pervenute dal Ministero della sanità, dalla prefettura di Foggia, dall'ordine provinciale dei medici e dalle giunte comunali interessate;

Visti il testo unico 27 luglio 1934, n. 1265, il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854, il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211, la legge 8 marzo 1968, n. 220, la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La commissione giudicatrice del concorso indicato in premesse e costituita come appresso:

Presidente:

Panissidi dott. Aldo, direttore di divisione della carriera direttiva amministrativa del Ministero della sanità.

Componenti:

Grosso prof. Enea, docente d'igiene dell'Università di Bari;

Malaguzzi prof. Claudio, direttore dell'istituto di patologia medica dell'Università di Bari;

Ciuffreda dott. Francesco, medico provinciale superiore del Ministero della sanità;

Martino dott. Pasquale, vice prefetto ispettore nella carriera direttiva dell'amministrazione civile dell'interno;

Del Vecchio dott. Amedeo, ufficiale sanitario di Manfredonia.

Segretario:

Romei dott. Carmine, consigliere di 2ª classe del Ministero della sanità.

Le prove di esame si svolgeranno in Bari ed avranno inizio non prima di un mese dalla pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*, nel Foglio annunzi legali della provincia di Foggia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di quest'ufficio, della prefettura di Foggia e dei comuni interessati.

Foggia, addì 5 giugno 1970

Il medico provinciale: LABOMBARDA

(6159)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI LECCE

Varianti alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Lecce

IL MEDICO PROVINCIALE

Visti i propri decreti n. 08361 del 12 dicembre 1969, pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* n. 4 del 7 gennaio 1970, con i quali è stata approvata la graduatoria degli idonei e sono stati dichiarati i vincitori del pubblico concorso, per titoli ed esami, per il conferimento di sei posti di medico condotto vacanti in provincia di Lecce al 30 novembre 1967;

Visto il proprio decreto n. 03025 del 27 aprile 1970, regolarmente pubblicato nei modi e forme di legge, col quale sono state apportate varianti alla graduatoria dei vincitori del predetto concorso;

Vista la nota n. 1405 del 4 giugno 1970, con la quale il sindaco di Caprarica di Lecce ha comunicato che il dott. Fontanas Benito Salvatore, classificato al sesto posto della graduatoria degli idonei del citato concorso e dichiarato vincitore della condotta medica unica del comune stesso, non ha assunto servizio nel termine perentorio intimatogli, per cui è da considerarsi rinunziatario all'accettazione della nomina;

Vista la nota n. 838 del 26 maggio 1970, con la quale il sindaco di Martignano ha comunicato che il dott. Verri Giuseppe, classificato all'ottavo posto della graduatoria degli idonei del concorso in questione e dichiarato vincitore della condotta medica unica del comune stesso, non ha assunto servizio nel termine perentorio intimatogli, per cui è da considerarsi rinunziatario all'accettazione della nomina;

Vista la comunicazione in data 6 giugno 1970, con la quale il dott. Mastria Carlo Vincenzo, nono classificato nella predetta graduatoria degli idonei, dichiara di rinunziare alla assegnazione della condotta medica unica del comune di Martignano;

Ritenuto, pertanto, che occorre provvedere, nei termini di legge, all'assegnazione delle condotte resesi vacanti per effetto delle rinunzie di cui sopra, procedendo all'adozione del provvedimento formale di nomina dei candidati idonei che seguono immediatamente nella graduatoria e che hanno chiesto, in ordine di preferenza, l'assegnazione di dette condotte mediche;

Letti gli articoli 26 e 56 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Decreta:

I sottoelencati candidati risultati idonei nel concorso in epigrafe, sono dichiarati vincitori ed assegnati alle condotte mediche di seguito a fianco di ciascuno indicate:

Ligori Antonio: Caprarica di Lecce (condotta unica);

Caggiula Antonio: Martignano (condotta unica).

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della prefettura di Lecce e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'ufficio del medico provinciale di Lecce, all'albo pretorio della prefettura di Lecce ed a quelli dei comuni di Caprarica di Lecce e di Martignano.

Lecce, addì 11 giugno 1970

Il medico provinciale: RUBINO

(6132)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI MANTOVA

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Mantova

IL MEDICO PROVINCIALE

Visti i propri decreti n. 2536 e 2537 in data 10 novembre 1969, concernenti l'approvazione della graduatoria e l'assegnazione delle sedi ai candidati risultati vincitori del concorso a posti di medico condotto nella provincia di Mantova al 30 novembre 1968;

Vista la rinuncia del dott. Mario Ferrari alla condotta medica di Pieve di Coriano;

Tenute presenti le preferenze indicate dai concorrenti che seguono nella graduatoria il dott. Mario Ferrari;

Considerato che il dott. Giovanni Vassura, interpellato allo uopo a seguito di rinuncia dei concorrenti che lo precedono nella graduatoria, ha dichiarato di accettare la condotta di cui trattasi;

Visti gli articoli 26 e 56 del regio decreto 11 marzo 1935, numero 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Il dott. Giovanni Vassura è dichiarato vincitore della condotta medica del comune di Pieve di Coriano.

Il sindaco del comune di Pieve di Coriano è incaricato dell'esecuzione del presente decreto che sarà pubblicato nei modi stabiliti dalla legge.

Mantova, addì 11 giugno 1970

Il medico provinciale: SCARDINA

(6160)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.